MENSUEL N°148 - SEPTEMBRE 1986 5ff, 40fb, 2fs, 1\$can.

REVOLUTION INTERNALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

CONTRE TOUTES LES ATTAQUES

TOUS UNIS DANS LA LUTTE!

■ Face à une situation qui n'a jamais été aussi dure pour eux, c'est avec le sentiment qu'il n'y avait pas d'autre solution que d'entrer en lutte, que les ouvriers de nombreux secteurs de la classe ouvrière, dans le public ou le privé, actifs ou chômeurs, ont abordé cette rentrée de septembre.

Déjà des secteurs se sont mobilisés, ou sont sur le point de le faire, contre des mesures qui ont été prises pendant les vacances, les plus dures et frontales depuis la dernière guerre, contre celles qui continuent de tomber ou qui se préparent. La colère est générale dans les rangs ouvriers face à des attaques qui concernent les conditions de tous : baisse des salaires, des retraites, des allocations-chômage, adoption ou préparation de lois et mesures facilitant encore les licenciements, en particulier dans le secteur public, soumettant encore davantage les salariés aux besoins de la rentabilité capitaliste.

La colère est grande alors qu'une fois de plus, la bourgeoisie profite de la période de vacances pour porter ses attaques les plus dures, dans le dos des ouvriers, à un moment où, absents des lieux de travail, dispersés, démobilisés, ils ne pouvaient réagir immédiatement en s'y opposant par la lutte en grand nombre.

Mais, en ce mois de septembre 86, après des années où les ouvriers ont pu faire l'expérience concrète que pas un secteur de la classe ouvrière n'était à l'abri des attaques, et que lutter seuls dans un secteur ou une usine, face non pas à un seul patron, mais face à tout le patronat et le gouvernement ne pouvait suffire à les faire reculer et pouvait mener très rapidement à l'épuisement et à la défaite, il tend à se faire jour et s'affirmer dans les rangs ouvriers l'idée, qu'aujourd'hui moins qu'hier encore, face à une aggravation considérable des attaques, ils ne peuvent faire autrement que de riposter tous ensemble.

C'est la conscience de cette nécessité d'élargir la riposte qui s'est exprimée au début des vacances à Dunkerque, chez les ouvriers de la Normed et de Dunes, par leur volonté de reprendre la lutte en septembre, et de "monter" à Paris.

Ce sont ces leçons tirées de leurs expériences que les ouvriers en Belgique ont mis en pratique en étant capable de faire reculer la bourgeoisie pen-

EN BELGIQUE

dant trois mois, d'avril à juin, sur des mesures d'austérité d'une extrême violence, et cela grâce à une lutte massive et une recherche active de l'unité entre les différents secteurs.

Ce que les ouvriers de plus en plus ressentent comme une nécessité est aujourd'hui indispensable à mettre en oeuvre, dès cette rentrée de septembre, car, dans la situation actuelle et sa gravité, ce n'est pas en luttant en tant que Renault, Normed, SNCF...même tous au même moment, qu'il est possible de faire reculer la bourgeoisie.

Dans cette situation, où la volonté de lutte est générale, où la riposte va prendre de l'ampleur, les ouvriers doivent mettre à profit le fait qu'ils vont se retrouver de plus en plus nombreux à lutter en même temps pour opposer un seul front, uni, puissant, face à la bourgeoisie.

Il y a des moyens pour y parvenir.

.N'attendons pas que tous les ouvriers du secteur, de l'usine, soient tous entrés en lutte pour aller chercher la solidarité active avec les ouvriers d'autres usines.

.Profitons des rassemblements où nous nous trouvons, manifestations, meetings, pour discuter, prendre des décisions pour l'action à poursuivre ensemble.

.Dans les manifestations, nos slogans, nos mots d'ordre doivent être des appels à tous les ouvriers pour qu'ils nous rejoignent dans la lutte, qu'ils soient actifs ou chômeurs.

Organisons des assemblées ouvertes à tous les ouvriers, actifs ou chômeurs, à tous ceux qui sont pour la lutte, où tous ensemble, tous mobilisés, nous devons décider de l'action à mener, des moyens concrets à mettre en oeuvre pour élargir et unifier la lutte. Faisons de ces assemblées des points de ralliement pour tous les ouvriers, les chômeurs en particulier.

.Envoyons des délégations les plus massives possibles aux autres usines en lutte. Tenons des assemblées communes

.Ne laissons pas des secteurs lutter isolément sous prétexte que leurs problèmes et revendications seraient différents. Joignons toutes nos revendications en une seule liste commune, et battons nous tous ensemble pour la satisfaction de toutes.

Ouvriers, camarades, il n'y a pas d'autre voie que

celle de la recherche de la solidarité active dans la lutte.

Certains syndicats, la CGT en particulier, le PCF également, appellent à la lutte, disent qu'il ne faut pas se soumettre, ni se résigner. Ils affichent leur détermination à organiser et prendre la tête de la riposte des ouvriers. Ils disent qu'il faut des initiatives partout, à tous les niveaux, y compris au niveau "national". Ils parlent d'unité. Et pourtant, il y a deux mois de cela, ils organisaient la division, l'isolement des luttes en faisant manifester "clandestinement" les ouvriers de la Normed à Paris, de manière à ce qu'ils ne puissent pas trouver la solidarité des ouvriers parisiens. Et pourtant, c'est encore secteur par secteur, région par région, qu'ils appellent à des actions pour le mois de septembre. Et ce sont eux aussi qui, de 81 à 84, prenaient directement les mesures d'austérité contre les ouvriers, ou les faisaient appliquer.

Les ouvriers ne doivent pas être dupes. Tous ces discours, ces appels à la lutte de la part des syndicats, du PCF, n'ont pour autre objectif que se préparer à garder le contrôle d'un mouvement qui va se développer, afin de maintenir les luttes isolées, pour l'empêcher de s'unifier.

Partout où il y a des luttes, souvent même avant que celles-ci n'éclatent, ils seront présents et les ouvriers seront confrontés à leurs manoeuvres. Contre les attaques, les ouvriers doivent, dans leurs luttes, rechercher activement l'unité la plus large et la plus forte. Ils doivent refuser toutes les propositions qui s'y opposent, démasquer et combattre les manoeuvres de division.

Contre la misère, l'exploitation et le chômage, seula lutte massive et unie de tous les ouvriers fait reculer la bourgeoisie.

VIVE L'UNITE DANS LA LUTTE DE TOUTE LA CLASSE

м. 31.08.86

LECONS DES LUTTES OUVRIERES

VOIR P. 4

SOMMAIRE

	
France:	
- Une attaque sans précédent contre	
tous les ouvriersp	
- Les syndicats contre une riposte ouvrière uniep Bavures policières	•
Guerre commerciale : les ouvriers en feront les frais	
USA : la riposte ouvrière, s'élargit	5
Bilan de la lutte ouvrière en Belgiquep.	ر 4
Mise au point par rapport à Union Prolétarienne p	ż

CHOMAGE-AUSTERITE-REPRESSION

UNE ATTAQUE SANS PRECEDENT CONTRE TOUS LES OUVRIERS

■Jamais les deux mois de congés d'été, c'est-à-dire de dispersion et d'atomisation des forces ouvrières, n'avaient autant été mis à profit par la bourgeoisie pour conjuguer ses efforts sur des mesures, des négociations, des votes unanimes d'ordonnances, lois et décrets dont le caractère ne converge que vers un point : faire payer massivement à tous les ouvriers le prix des déficits qui s'aggravent, majoré de la récession qui pointe. Car dans la guerre commerciale sans merci à laquelle doivent se livrer toutes les économies nationales en crise, la bourgeoisie ne reconnaît qu'une règle : rationaliser la production, augmenter l'exploitation pour tenter d'être plus compétitive sur le marché mondial (voir l'article sur la guerre commerciale dans ce n°).

"Pas un gouvernement de la République n'a été aussi rapidement pour faire des réformes essentielles". Voilà ce que Chirac avait le cynisme de déclarer lors d'une conférence de presse le 23 juillet dernier. Augmentation des prix, compression des salaires, loyers, sécurité sociale, licenciements, congés de conversion...ce sont en effet toutes ces grandes questions qui ont fait l'objet d'une avalanche de mesures sur le dos et contre tous les travailleurs. Si, il y a quelques mois encore, la bourgeoisie tentait d'opérer, sélectivement de préférence, dans les différents secteurs en crise, si elle tentait de replâtrer encore par des mesures soi-disant "d'accompagnement" ou "créatrices d'emplois", c'en est aujourd'hui bel et bien fini. L'ampleur et la profondeur des attaques portées de tous côtés, dans tous les secteurs, dans tous les aspects de la vie quotidienne des ouvriers démontrent une chose : dorénavant, la bourgeoisie est déterminée à agir sans s'empêtrer de ce qu'elle nomme "privilèges", "garanties ou acquis sociaux".

Quant à la riposte ouvrière qui va nécessairement se développer contre cette attaque frontale, la bourgeoisie ne l'a pas non plus négligée : là aussi, elle a mis à profit les deux mois pour renforcer ses mesures policières, judiciaires et répressives et tenter ainsi de protéger manu-militari les décisions qu'elle vient de prendre.

UNE ATTAQUE GENERALISEE DES CONDITIONS DE VIE ET DES SALAIRES

Tous les ouvriers ont encore en mémoire l'expérience de 5 ans de gouvernement de gauche, où "communistes" et "socialistes" ont fait la preuve de leur capacité à servir les intérêts du capital national. Tout en parlant de "développer les acquis sociaux", de "préserver les intérêts des travailleurs", de "faire de la justice sociale", ils ont en réalité augmenté les taxes (tabac, essence...), réduit les allocations chômage, amputé les salaires (blocages successifs sous le gouvernement Mauroy, 1% sur la Sécurité Sociale...).

C'est aujourd'hui à visage découvert que le gouvernement reprend à son compte et amplifie à la faveur de l'été tout un dispositif de mesures contre les conditions de vie et les salaires de tous les ouvriers:

- abrogation de la loi de 1945 sur le contrôle des prix qui ne fait qu'entériner la libéralisation progressive des prix et qui se traduira dès la rentrée par une flambée des tarifs de tous les biens de consommation notamment;
- hausse des tarifs publics, du prix de l'essence; - réduction des aides au logement (- 2% APL) en attendant des "redispositions" en septembre;
- libération du prix des loyers particulièrement des HLM; hausse de 3 à 9% pour les loyers soumis à la loi de 48 en attendant l'abrogation pure et simple de cette loi;
- tous les ouvriers devront payer pour "renflouer" une fois de plus le déficit de la Sécurité Sociale
- . l'augmentation depuis le 1er août de 0,7 % des
- cotisations vieillesses, . 2 ponctions de 0,4% prélevées sur les revenus de 85 et 86, payables en février 87 et 88. Ce "répit" n'a rien de rassurant.
- Les ponctions sont d'autant plus dramatiques pour les travailleurs qui auront été jetés au chômage après 86 et qui devront quand même payer ces deux prélèvements.

Ces mesures confirment un pas supplémentaire dans les lois de la jungle du capitalisme : dorénavant, les allocations versées quasi-quotidiennement par les travailleurs ont pour destination moins d'assurer la survie des salariés, retraités ou chômeurs, que de payer les déficits croissants et successifs de l'Etat bourgeois.

Mais à propos de ces prélèvements supplémentaires, le Ministre des Affaires Sociales annonce la menace bien plus grande encore qui pend comme une épée de Damoclès sur la tête des travailleurs : "il s'agit là seulement de mesures permettant de se donner de l'air pour préparer une correction de la dérive des dépenses de la Sécurité Sociale" (Le "Monde: 2/7/86). Par "dérive", le ministre entend tout simplement tout l'éventail des "services" rendus par la SS contre les cotisations versées.

Il en va ainsi des projets déjà appliqués (diminution du remboursement de médicaments dont la liste s'allonge), ou à l'étude (retraite à la carte, retraite par capitalisation, mise en concurrence de la Sécurité Sociale et des assureurs privés), toutes choses qui se traduiront nécessairement par une érosion encore plus forte des salaires ouvriers. Souvenons-nous que ces projets appliqués ou à l'étu-

de reposent sur l'Etude de plan sur les retraites commandée par Fabius lorsqu'il était encore au gouvernement. La droite peut ainsi puiser bénéfiquement sur le terrain ce que la gauche a énergiquement déblavé

Et tandis que ces mesures étaient confirmées et ces études dispatchées dans les services de l'Etat, le gouvernement décidait sans préamoule de supprimer l'augmentation de 1,1% des retraites prévue pour le ler juillet.

Ces charges supplémentaires sous forme de prélèvement obligatoire (dont Chirac s'était fait une règle d'or de les réduire en 87; mais c'était en avril dernier!) vont comprimer encore les salaires versés aux ouvriers et la bourgeoisie parle cyniquement de "se donner de l'air".

UNE ATTAQUE SANS PRECEDENT SUR LES LIEUX DE TRAVAII

A ce train de mesures sans précédent contre l'ensemble des conditions de vie et les salaires des travailleurs se sont ajoutés durant ces deux mois les incessants chars de licenciements et de fermetures d'entreprises. Chaque jour a apporté son lot de petites entreprises déclarées en faillite : que ce soit dans des régions déjà largement marquées par le chômage (Nord), dans des zones où s'étaient scrupuleusement appliquées les restructurations qui devaient, aux dires de la gauche alors au pouvoir, "créer des emplois" (sidérurgie, électronique, Fossur-Mer...) sans oublier des entreprises qui, jusque là bénéficaient d'une auréole de "leader" (Péchiney pour la production d'aluminium veut fermer 2 sites d'ici moins de 5 ans : 700 personnes sont directement menacés et 3 000 emplois réduits dans une région où 2/5 des jeunes sont au chômage). À côté de cela, les grandes concentrations ouvrières n'ont pas été épargnées :

- Renault : où, en plus des 730 licenciements à venir, de prochaines charrettes plus massives sont prévues ;
- la SNCF où, en plus de la remise en cause des statuts des cheminots sous prétexte "d'abolir les privilèges", il est prévu de supprimer 9800 emplois d'ici fin 87;
- la RATP, où l'on entretient le flou sur des réductions d'effectifs alors que le nouveau PDG doit réaliser 80 millions de francs d'économie en 86 sur les frais de fonctionnement sans compter les 200 millions sur les investissements;
- fermeture des 3 sites de la Normed (Dunkerque, La Ciotat, La Seyne) où depuis la constitution du groupe en 82, les effectifs sont passés de 10 893 à 6 123:
- menace de fermeture des chantiers navals en général pour ne conserver que Nantes et St Nazaire;
 Sacilor (sidérurgie) où le plan de 84 vient d'être "actualisé" pour ramener les effectifs de 9 800 fin 85 à 7 900 fin 86 et moins de 5 900 fin 89, Et la liste ne fera que s'allonger un peu plus à la rentrée, notamment suite au vote du budget de 87. D'autre part, tout un ensemble de négociations, de "restructurations" ont eu lieu durant ces deux mois, concernant les grandes concentrations ouvrières et qui sous-tendent une remise en cause des statuts et des salaires ouvriers:
- dans la Fonction Publique: tandis que l'objectif de supprimer 30 000 postes dans le budget de 87 menace à court terme, le ministre délégué de la Fonction Publique confirme le gel des salaires pour 86 et annonce, que, compte tenu du taux d'inflation "limité" de 86, "il n'y aura pas lieu d'avoir recours à la clause de sauvegarde", contrairement à ce qui avait été annoncé précédemment;
- dans la métallurgie ont eu lieu, à partir du ler juillet les négocations sur l'aménagement du temps de travail dont les points les plus virulents sont :
- . la possibilité d'étendre le travail des femmes au-delà de la durée réglementaire;
- . les heures supplémentaires ne seront payables comme telles qu'au-delà de 44h de travail par semaine et compensées à concurrence de 25% pour les 8 premières heures et 50% ensuite. Qu'on se souvienne du barouf fait autour des projets sur la "flexibilité" notamment par le PC qui s'était, à l'époque, glorifié d'avoir fait repousser ce projet. Le voilà mis en application dans les négociations sectorielles, avec, sinon l'assentiment ouvert, du moins le plus grand silence de tous les syndicats;
- à l'ANPE, le gouvernement se propose de "réviser les rémunérations afin qu'elles tiennent compte des efforts et mérites de chacun" et veut "mettre au point un système de contrôle interne du travail avec contrôles inopinés". En d'autres termes, les salaires seront fonction des individus et leur travail sera farouchement vérifié.

Cela ne fait que donner un avant-goût de ce qui attend tous les salariés car partout on se propose ainsi de revoir les salaires, partout on parle de "salaires incitatifs", partout on veut mettre un terme aux "privilèges" (SNCF,RATP,Travaux Publics, Fonction Publique...).

En plus de faire pression sur les salaires et les conditions de travail (augmentation des cadences, "chasse au temps mort"), on cherche à renforcer la concurrence et la division entre ouvriers.

- Quant aux 730 ouvriers licenciés de Renault mis en "congés de conversion", on peut juger de leur colère en apprenant les modalités prévues pour ces congés : remunérations à 65% seulement du du salaire brut antérieur pendant 5 mois et contrats de formation (qui ne trompent plus personne) avant la rupture nette du contrat de travail, c'est-à-dire le chômage.

LA BOURGEOISIE RENFORCE SON ARSENAL LEGIS-LATIF POUR AGIR PLUS RAPIDEMENT ET MASSI-VEMENT

Derrière le suspens soigneusement monté en épingle du "signera-signera pas" les ordonnances, "quittera quittera pas" le gouvernement, tous, gouvernement, patrons, et syndicats se serraient les coudes pour légiférer une exploitation accrue de la force de travail, légaliser les moyens d'agir plus frontalement et rapidement contre tous les travailleurs :

1- Avec la suppression, depuis le 3.7 dernier de l'autorisation administrative de licenciement, la bourgeoisie se donne le droit de jeter plus rapidement à la rue tout travailleur sans s'empêtrer des délais administratifs trop lourds.

2- Complément indispensable de cette loi, celle adoptée le 6.8 dernier à propos du "travail différencié" (intérim, temps partiel, contrat à durée déterminée). Par cette loi, les entreprises pourront légalement disposer d'une main-d'oeuvre bon marché, sans contrainte de durée, et l'utiliser au besoin pour combler les effectifs des ouvriers licenciés.

De plus, par l'ordonnance sur l'emploi des jeunes du 16.7, les entreprises auront à leur disposition la masse des jeunes chômeurs qu'ils pourront soidisant "former" pour un salaire de misère. Qu'on se souvienne des 300 000 TUC créés par la gauche et

aujourd'hui élargis, aménagés, repris par la droite.

Derrière tout cela, ce sont tous les travailleurs qui sont menacés par un chômage de moins en moins rémunéré et qui atteint déjà 10,5 % de la population active.

Qui plus est, patrons, gouvernement et syndicalistes s'attachent à développer des campagnes d'enrobement lancées sur les ondes et destinées à habituer les ouvriers à la misère des conditions qui leurs sont faites : on ne parle plus de réduire le nombre de chômeurs, on cherche à valider dans l'esprit des travailleurs l'idée selon laquelle il faudrait se 'résigner" à "un seuil incompressible de 2,5 millions de chômeurs". On propose, comme Maire, on discourt avec un cynisme sans précédent, sur la validité des emplois précaires ou "périphériques" (port de journaux, du lait, des croissants à domicile !). Mais on ne peut s'empêcher de rapprocher ces "idées d'emplois", cette situation promise aux ouvriers de celle faite aux miséreux des pays sous-développés. Et c'est Séguin, ministre des affaires sociales qui propose ainsi d'"imaginer autre chose en matière d'emplois" pour occuper les chômeurs.

DES MESURES REPRESSIVES A LA HAUTEUR DES ENJEUX DE LA SITUATION

C'est encore les ouvriers qui devront subir les patrouilles policières, les contrôles d'identité, et lorsqu'ils développeront la riposte, ils trouveront face à eux des lois mieux conçues, des effectifs policiers plus nombreux, plus armés, plus efficaces pour faire respecter l'ordre bourgeois

Car là non plus la bourgeoisie n'a pas négligé les moyens pour se préparer à une rentrée tu multueuse particulièrement à Paris et dans la région parisienne d'abord:

- augmentation de 10% des effectifs policiers soit
 1500 en plus. Ceci par l'augmentation des horaires de travail au-delà de ceux réglementaires, et des recrutements nouveaux -notamment l'appel à 150 volontaires du service militaire qui seront formés en 2 mois, armés et affectés ainsi à ...la surveillance des sorties d'écoles.
 doublement des effectifs de gardiennage des parcs
- et jardins et militarisation de ceux-ci;
- rapprochement des policiers logeant en banlieue, afin d'avoir sur place la main-d'oeuvre pour contrôler, patrouiller, ilôter les populations trop "concentrées" et se préparer à agir rapidement en cas de mouvement. C'est une tradition qu'un pouvoir faisant de tels cadeaux à sa police (logements ou discours de Pasqua assurant qu'il "couvrira" les bavures) ne le fait pas gratuitement: c'est qu'il est certain d'en avoir besoin à court terme. Partout, interviendront à bref terme:

- la loi sur l'immigration visant à faciliter encore la procèdure d'expulsion des immigrés "clandestins" ou de ceux ayant "enfreint la loi" ou constitué une "menace pour l'ordre public";

- les lois "sécuritaires" qui prévoient la possibilité de dissoudre les associations se livrant à "des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme". Entre autre visés, les groupes révolutionnaires dont l'Etat s'efforce d'assimiler l'activité au terrorisme.

Cela sans compter toutes les facilités de procédure, de contrôle (gestion informatisée des cartes d'identité en lien avec la police; obligation depuis août de se soumettre aux contrôles policiers sous peine d'emprisonnement; augmentation des délais de garde à vue...) toutes choses dans le but d'intimider, de mieux contrôler les individus.

La bourgeoisie l'a prouvé, elle est déterminée à agir partout violemment. Se résigner à cette situation, se laisser intimider par toutes les carragnes de diversion sur les "privilèges" ou autres serait plus que jamais se soumettre à une attaque d'ampleur encore plus forte. Face à cette avalanche de mesures anti-ouvrières doublée d'un dispositif puissant en vue de contraindre encore plus les ouvriers aux diktats de la crise, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de développer rapidement et massivement une lutte pied à pied pour défendre leurs intérêts.

FACE AU BESOIN D'UNIFIER LA RIPOSTE,

LA C.G.T. MINE LE TERRAIN

■ Finie la trêve des vacances ! Avec la reprise du travail les ouvriers se retrouvent aujourd'hui face à la réalité, celle des licenciements, celle de toute une série de nouvelles mesures d'austérité qui viennent de tomber, qui vont se poursuivre et s'intensifier.

Cependant, malgré la période estivale -au cours de laquelle la bourgeoisie en a profité pour accentuer ses attaques en sachant que les ouvriers, dispersés, n'étaient pas en mesure de riposter tous ensemble-la colère n'a fait que s'amplifier face à toutes ces attaques. En effet, la brutalité de ces mesures, le cynisme avec lequel elles ont été prises -le fait qu'elles aient été portées dans le dos des ouvriers-n'ont fait que rendre encore plus explosif le mécontentement qui s'était déjà exprimé avant les vacances notamment dans les chantiers navals et la sidé-

Aujourd'hui, non seulement les ouvriers sont prêts à reprendre la lutte, mais ils ressentent de plus en plus le besoin de ne plus se battre comme avant, chacun dans son coin, chacun dans son usine, son secteur, sa région, mais au contraire tous ensemble. Et c'est face à ce besoin -déjà ressenti à la veille des vacances dans les chantiers navals et la sidérurgie (cf. "L'intervention du CCI à Dunkerque", RI n°147) - d'unifier la riposte que toutes les forces de la bourgeoisie, et plus particulièrement la CGT, se sont préparées à affronter la rentrée sociale en en prenant les devants.

C'est ainsi qu'on voit aujourd'hui la CGT s'agiter dans tous les sens, planifier toute une série de manifestations pour le mois de septembre en appelant partout les ouvriers à riposter de façon "massive, unitaire" contre les "mauvais coups" du gouvernement.

LA STRATEGIE "UNITAIRE" DE LA CGT

Derrière cette mobilisation tous azimuts, que propose en réalité la CGT ?

1) - La division des luttes par secteur, par région, à travers la planification de toute une série d'actions éparpillées, échelonnées tout au long du mois de septembre : le 4/9, meeting de Krasucki à Marseille et, le même jour, assemblées générales à Paris (dans le 1er, 9ème et 10ème arrondissements), en Ille-et-Vilaine, dans le Rhône et à Marne-La-Vallée; le 5/9, meeting à Vélizy et Harfleur; le 6 et 7/9, rassemblements de la CGT dans les Pyrénées-Orientales, la Drôme, le Gard; le 9/9, manifestation "unitaire" à Paris; du 8 au 14/9, succession de meetings dans toute la France; fin septembre, marche des chômeurs du Nord-Pas-de-Calais...;

2) - Une fausse unité à travers l'appel à une manifestation soi-disant "unitaire" le 9/9 à Paris... des seuls ouvriers de la région parisienne alors que c'est dans toutes les régions que la classe ouvrière

est attaquée. On peut être sûr que la CGT fera tout pour que cette manifestation ne soit rien d'autre qu'une balade sans lendemain. On peut être sûr qu'au sein de cette manifestation "unitaire", la CGT organisera la division en faisant, encore une fois, défiler les ouvriers de chaque usine, de chaque secteur derrière "leurs" banderoles, "leurs" propres revendications, en éloignant soigneusement les secteurs les plus combatifs les uns des autres afin d'éviter tout débordement. Bref, on peut être sûr que la CGT va mettre toutes ses forces dans la bataille pour empêcher les ouvriers d'unifier leurs revendications, de faire de cette manifestation un seul et même combat. Mais à quoi correspond alors toute cette agitation,

tous ces appels à "l'unité" ?
Il s'agit en fait, pour la CGT, de coller le plus possible à la montée du mécontentement ouvrier afin de ne pas se trouver en porte-à-faux face à une rentrée sociale qui menace d'être explosive. En effet, c'est face au besoin -déjà ressenti par les ouvriers avant les vacances- de lutter tous ensemble, besoin qui s'est encore accentué avec la brutalité des attaques frappant aujourd'hui tous les secteurs de la classe ouvrière, que la CGT a su s'adapter aux nécessités de la lutte. Ainsi, son seul objectif consiste à anticiper la riposte ouvrière, à se mettre à la tête du mouvement en récupérant à son propre compte les besoins de la lutte afin de la dévoyer, d'empêcher à tout prix les ouvriers d'unifier leurs

Et c'est pendant tout l'été que la CGT a préparé, peaufiné (avec le soutien de toute la bourgeoisie) cette stratégie prétendue unitaire et qui vise en réalité à disperser la riposte ouvrière.

LA CGT: UN SYNDICAT "RADICAL" CONTRE L'UNIFICATION DES LUTTES

De même que gouvernement et patronat ont profité de la dispersion des ouvriers pendant les vacances pour accentuer leurs attaques, la CGT a su mettre à profit la période estivale pour mouiller la poudre afin d'empêcher que les potentialités d'unification des luttes ne commencent à se concrétiser dès la rentrée comme cela s'est passé en mai-juin en Belgique (cf.article p.4).

La CGT -avec la caution de tous les autres syndicats- devait donc s'évertuer tout l'été à miner le terrain de la rentrée sociale. Pour cela, il lui fallait avant tout, redorer son blason déjà bien terni par les multiples manoeuvres de sabotage des luttes qu'elle a développées ces dernières années (et notamment au moment où le PCF partageait avec le PS toutes les responsabilités au gouvernement en 81-84). C'est ainsi que, face à la méfiance croissante et légitime des ouvriers à son égard, on a vu

la CGT faire des pieds et des mains pendant tout

l'été pour renausser son image de syndicat "combatif", "radical" qui, lui seul, se bat jusqu'au bout et aux côtés des ouvriers :

- en organisant en juillet-août, toute une série d'actions pseudo-radicales et sans lendemain telles que blocage des trains et des autoroutes par les ouvriers de la Normed, "bagarres" des troupes de la CGT et du PCF avec les flics à Renault-Billancourt le 30/7 à la veille des congés, opération commando à Trith-St-Léger le même jour

Trith-St-Léger le même jour...;

- en radicalisant dès la fin juillet son langage d'opposition face aux mesures annoncées par le gouvernement. C'est une ironie d'entendre aujourd'hui Sainjon (patron des métallos CGT) avouer que "le gouvernement Chirac s'appuie sur des décisions préparées et élaborées par le gouvernement précédent", ce même gouvernement auquel le PCF (avec le soutien de la CGT) à participer pendant 3 ans !:

de la CGT) à participer pendant 3 ans !;
- en développant dès le mois d'août toute une série d'actions en vue de préparer "partout, des ripostes massives, unitaires" contre les "mauvais coups" du gouvernement : le 10/8, manifestation à Renault-Billancourt contre les licenciements, le 11/8, manifestation à la SNCF pour la défense du statut des cheminots, le 21/10, assemblée générale à la RATP...

Et pour couronner l'ensemble de ses préparatifs, la CGT a pu compter sur le soutien de tous les syndicats, notamment la CFDT. C'est ainsi que les déclarations crapuleuses d'E.Maire -proposant comme solution au problème du chômage le partage de la misère, prônant le travail à temps partiel afin de "rendre des emplois disponibles et faire toute leur place aux congés conversions" (Maire, "Le Monde" du 20/8)ont participé à toutes les manoeuvres visant à crédibiliser la phraséologie radicale de la CGT. En se proposant comme tête de turc, avec un tel discours aussi ouvertement anti-ouvrier, la CFDT ne faisait rien de moins que se dévouer dans le rôle du "pourri" afin de permettre à la CGT de trépigner tout à son aise, de crier encore "au scandale", bref, de se présenter comme un syndicat qui lui, ne brade pas les intérêts des ouvriers, ne fait pas de compromis avec le capital.

Voilà comment la CGT a su mettre à profit la période des congés d'été pour faire, une fois encore, peau neuve afin de pouvoir se mettre à la tête de la riposte ouvrière des la rentrée. Et lorsque Krasucki crie bien haut et bien fort que la CGT "ne décide pas à la place des travailleurs mais avec EUX (...) c'est aux salariés de déterminer leurs revendications et jusqu'où ils veulent aller" (L'Humanité du 27.8), il n'y a pas d'illusion à se faire ! Plus le besoin des ouvriers d'unifier la lutte va tendre à se concrétiser, plus la CGT va se radicaliser, coller au mouvement afin d'en prendre les devants, afin d'entraîner les ouvriers dans les mêmes pièges que ceux qu'elle leur tendait hier : celui de la dispersion, de la division, de l'isolement, de l'enfermement dans l'usine, le secteur, la région.

Face à tous les appels de la CGT à la mobilisation "massive", à "l'unité", souvenons-nous de tous ses actes démobilisateurs, de toutes ses manoeuvres de division lorsque:

- en avril : dès l'annonce des premières mesures du gouvernement Chirac, la CGT, radicalisant son langage, appelait à toute une série de journées d'action catégorielles (un jour la SNCF, puis la RATP, puis les PTT, la sidérurgie, l'automobile...) soi-

gneusement séparées les unes des autres afin d'empecher les ouvriers de se retrouver tous ensemble dans la lutte :

- le 14 mai : face à la colère des cheminots de la SNCF contre la dégradation de leurs conditions de travail, contre les 8000 suppressions d'emplois annoncées, la CGT prenait encore les devants en appelant à la grève des seuls agents du réseau ouest afin d'éviter toute extension spontanée de la lutte comme cela s'était passé en octobre dernier à la SNCF et en décembre à la RATP;

- <u>début juin</u>: face au mécontentement qui menaçait d'éclater contre le blocage des salaires des fonctionnaires, la CGT organisait une semaine d'actions dans la fonction publique en appelant à des manifestations catégorielles, à des grèves tournantes (un jour les PTT, le lendemain l'EDF, puis la santé...) Et c'est au même moment qu'elle relançait sa campagne contre la privatisation à travers son mot d'ordre "non à la casse du secteur public !" afin de diviser les ouvriers du secteur public de ceux du secteur privé;

- fin juin: alors que, dès l'annonce des 7000 licenciements à la Normed, la colère ouvrière explosait aux chantiers navals, la CGT appelait le 28.6 à une journée d'action "unitaire" en proposant l'occupation des chantiers de Dunkerque, La Seyne, La Ciotat. En guise d'action "unitaire", il s'agissait en fait d'enfermer les ouvriers dans "leur" entreprise afin de les empêcher d'étendre la lutte aux usines les plus proches (telle l'usine sidérurgique de Dunes près de Dunkerque, elle-même menacée de fermeture). Et c'est toujours avec la même volonté "d'unité" que la CGT appelait encore, quelques jours plus tard, les ouvriers de Dunes à occuper à leur tour "leur" usine afin de les dissuader de renouveler une tentative qui avait échoué début juin : celle d'aller chercher la solidarité à la porte du chantier naval.

Ainsi, quand la CGT parle aujourd'hui le langage de l'unité, on peut être sûr que c'est pour se préparer à diviser, éparpiller, saucissonner la riposte ouvrière. Toutes ces manoeuvres de sabotage des luttes sont là pour en témoigner.

Avec les attaques qu'elle est obligée de porter aujourd'hui contre toute la classe ouvrière, la bourgeoisie sait qu'elle ne peut éviter les explosions de colère dans tous les secteurs, toutes les régions simultanément. Elle sait que les ouvriers ressentent de plus en plus le besoin d'élargir la lutte, de se battre de façon plus solidaire et unie. Face à une telle situation, la bourgeoisie s'est ainsi organisée pour faire en sorte que les ripostes demeurent éparpillées, pour empêcher l'unification des luttes. Et c'est la CGT qui est désormais le principal fer de lance de cette stratégie bourgeoise de dispersion des luttes.

Face à l'attaque généralisée contre toute la classe ouvrière, il faut riposter dès aujourd'hui tous ensemble, le plus nombreux possible et non pas chacun dans son usine, son secteur, sa region. Le seul moyen d'unifier le combat, c'est d'aller chercher la solidarité aux autres usines, aux autres secteurs en y envoyant des délégations massives, c'est d'aller riposter tous unis dans la rue en brisant toutes les divisions entre secteurs publics et secteur privé, entre ouvriers "actifs" et ouvriers au chômage. Lutter tous ensemble, sur la base de revendications communes -ce qui implique nécessairement de se confronter et de déjouer les pièges syndicaux, notamment ceux de la CGT- voila le seul moyen de riposter efficacement à l'avalanche des licenciements et aux attaques contre tous les ouvriers.

Avril 29.08.86

BAVURES POLICIERES: UNE CAMPAGNE AU SERVICE DE LA REPRESSION

Un jeune homme abattu sauvagement par la police en pleine rue à Paris, un autre quasiment dans les mêmes circonstances peu après, un troisième tabassé et blessé dans un commissariat, la liste pourrait encore s'allonger : les bavures de la police ont pris la "une" des journaux, de la radio après les attentats terroristes, la question de la délinquance, etc...Toutes les forces de gauche, les organisations "humanitaires" comme SOS Racisme se sont mobilisés durant cet été pour dénoncer dans un cri indigné "la multiplication des bavures contre les jeunes", commises par une police sous les ordres de Mr.Pasqua!

Ces assassinats accomplis par la police ne sont pas des faits exceptionnels, des gestes incontrôlés de quelques policiers incontrôlables, ou le fait d'une bonne police sous les ordres d'un grand méchant loup de droite (Pasqua!). Non! Ces assassinats sont le produit du renforcement de l'appareil répressif de l'Etat capitaliste en France. Celui-ci est nécessaire car il faut que l'ensemble de la population, et en particulier, celle que redoute la bourgeoisie, la classe ouvrière, sache que l'Etat, avec sa police, ses forces de répression est présent en tout lieu, mobilisé, prêt à tout pour assurer et défendre son ordre social. Car celui-ci est fortement menacé aujourd'hui. Dans une période où la bourgeoisie développe les conditions d'une insécurité accrue en jetant mois après mois des milliers d'ouvriers au chômage, en attaquant toujours plus violemment et massivement les conditions de travail et de vie de la classe cuvrière, ce que la bourgeoisie craint par dessus tout, c'est la colère de la classe exploitée, le développement de ses luttes massives qui remettent en question son ordre social. Faute de pouvoir donner du travail et du pain, elle doit renforcer

l'utilisation de la violence aveugle, de la terreur, de la peur. Il lui faut démontrer par n'importe quel moyen que quoiqu'on fasse, on reste impuissant, désarmé face à l'Etat. Il est alors inévitable que de tels assassinats comme ceux cités plus haut interviennent sur le "terrain" par des policiers dont le rôle est d'assurer directement cette fonction. Et pour tenter d'ancrer ce sentiment de peur, d'impuissance au sein de la classe ouvrière, l'Etat n'hésite pas à utiliser ses faits, comme ceux des bavures pour les porter en grand spectacle, relayé admirablement par la presse. Dans le cas présent, le message est simple : on peut être abattu par les flics comme un chien, à n'importe quel moment, dans n'importe quel lieu!

Mais la classe ouvrière en lutte n'est pas impuissante face à l'Etat. Elle seule, parce qu'elle est une classe collective, solidaire, unitaire, a la force et la capacité de repousser les attaques toujours plus violentes de la bourgeoisie, de se défendre contre le bras armé de l'Etat.

Aussi, les protestations de la presse, de la télé, de toutes les organisations de gauche, des SOS Racisme qui hurlent très fort depuis cet été contre le les bavures, pour la défense d'une bonne police, d'une police "propre" au service de la population, participent des campagnes qui visent à faire accepter à la classe ouvrière le renforcement policier, le renforcement de la répression capitaliste. Et surtout, elles renforcent les campagnes qui visent à désarmer, détourner la classe ouvrière de son seul terrain, la lutte, au moment où celle-ci affirme de plus en plus sa volonté de ne pas accepter "1'insecurité" que lui offre la bourgeoisie.

L.A.

BILAN DES LUTTES OUVRIERES EN BELGIQUE -

DES EXPERIENCES **FONDAMENTALES** POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE (liée au PS), et ses "journaux, pneus brind dives" POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE (liée au PS), et ses "journaux, pneus brind si vers" POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE (liée au PS), et ses "journaux, pneus brinds dives"

■ Pendant près de trois mois, entre mi-avril et fin juin, la classe ouvrière en Belgique s'est opposée par une riposte massive et simultanée aux attaques de la bourgeoisie. Malgré le black-out le plus complet organisé par la bourgeoisie autour du déroulement et de l'ampleur de ces luttes, " jamais depuis mai 68 en France et 'l'automne chaud italien' en 69, le prolétariat des pays centraux du capitalisme n'avait engagé, à l'échelle de tout un pays, un combat d'une telle envergure". (R.I. 146. Juillet 1986).

Engageant cette fois au coeur de l'Europe la fraction du prolétariat la plus concentrée et la plus expérimentée, à un niveau plus profond encore et moins isolé que les formidables luttes de 1980 des ouvriers en Pologne, le caractère massif et simultané de ces luttes concrètise magnifiquement les tendances déterminantes inévitables des combats de classe qui sont appelés à se développer partout en Europe de l'Ouest, notamment en France-dans la période présente.

La résistance massive des ouvriers en Belgique à des attaques féroces, exemplaires des mesures brutales auxquelles le prolétariat des pays centraux est partout amené à se confronter, constitue un encouragement pour les ouvriers en France aujourd'hui à engamassivement et simultanément le combat.

PAS D'AUTRE CHOIX QUE LA LUTTE MASSIVE ET SIMULTANEE

Devant l'accélération de la crise et alors que la limitation des marges de manoeuvres de la bourgeoisie n'a jamais été aussi forte (voir article sur la crise dans ce n°), la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de se battre, de résister. Dès les premières rumeurs du plan d'austérité du gouvernement belge, la grève éclate spontanément, sans attendre les consignes syndicales, dans plu-sieurs mines du Limbourg le 16 avril. Deux jours après, 16 000 mineurs sont en grève.

Alors que la lutte se propage dans toute la région, au delà du secteur, d'autres luttes éclatent ailleurs, dans les chantiers navals de Boël face à la même menace d'un licenciement massif, dans la sidérurgie, chez les cheminots... Des délégations ouvrières partent mettre en grève d'autres usines. La bourgeoisie croit éteindre la flambée sociale qui se propage en annonçant le 4 mai la suspension des mesures de licenciement dans les mines et les chantiers navals. Mais, dès le 6, c'est le secteur public qui se met en grève illimitée, en débordant le cadre d'une journée d'action syndicale. Pendant la seconde quinzaine de mai, c'est tout le secteur public qui est progressivement paralysé. Les manoeuvres de la bourgeoisie -notamment des syndicats-(journées de grève générale par secteur les 6,16,21 mai) ne peuvent empêcher le mouvement de se poursuivre et de s'étendre dans les chemins de fer, les postes, les télécommunications, les transports urbains, l'enseignement, les hôpitaux... Le mouvement de grève commence en même temps à gagner le secteur privé (Forges de Clabecq, Ateliers Mécaniques de

Charleroi, Caterpillar...). Les tentatives syndicales pour empêcher les ouvriers de participer massivement à la "Marche" du 31 mai à Bruxelles, organisée sous la pression ouvrière, sont tenues en échec. Cette manifestation rassemble près de 200 000 personnes, (ce qui, à l'échelle du pays revêt une ampleur seulement comparable à la manifestation du 13 mai 1968 en France), venues de tous les secteurs, de toutes les régions, aussi bien des ouvriers au châmage que des ouvriers en activité. De même, la bourgeoisie ne parvient pas à en faire un enterrement des luttes, comme pour les sidérurgistes en France (le 13 avril 84) : au lieu de constituer un coup d'arrêt pour la lutte, celle-ci continue à s'étendre dans le secteur privé, en particulier en Wallonie (Tubemeuse, Brugeoise-Nivelles...) De nombreux ouvriers du secteur public (surtout dans la région bruxelloise) refusent de reprendre le travail début juin, en s'opposant aux consignes syndicales. Même l'arrêt de certaines grèves ne les empêche pas de repartir quelques jours plus tard comme à Charleroi, Liège, La Louvière. Dans le cours de certaines manifestations (Charleroi, La Louvière), les ouvriers s'en prennent au passage aux locaux syndicaux comme à d'autres édifices publics.

LA LUTTE PAIE

Dans sa capacité à entrer ensemble en lutte, à réagir massivement, la classe ouvrière a pu faire reculer la bourgeoisie : pendant plusieurs mois, elle l'a directement empêchée d'appliquer les mesures d'austérité gouvernementales, elle l'a obligée à suspendre ses plans de licenciements dans les mines du Limbourg, les chantiers navals de Boël, les chemins de fer, aux PTT, dans la métallurgie (Tubemeu-

se)... Oui! La lutte ouvrière paie!

La classe ouvrière n'obtiendra rien dans la passivité, seul le rapport de forces, la pression de la lutte feront plier la bourgeoisie.

Non seulement, la classe ouvrière en Belgique a démontré que plus on est nombreux à entrer en lutte, et plus on agit ensemble, plus on est fort, que cette force du mouvement, cette volonté d'action commune, au-delà des limites de l'usine, de la corporation, du secteur, de la région, peut faire reculer la bourgeoisie, mais elle est allée plus loin en agissant pratiquement dans le sens de la dynamique

de la lutte, vers l'extension et l'unification de ses combats, en construisant cette extension et cette unification à travers ses luttes elles-mêmes. Si ces luttes constituent une des expériences les plus riches et les plus prometteuses de ces cinquante dernières années pour le prolétariat mondial, c'est non seulement parce qu'elles ont développé la nécessité et la possibilité du combat massif et simultané, mais fondamentalement parce qu'elles se sont données et ont développé les moyens pratiques de le réaliser, d'étendre et d'unifier le mouvement.

COMMENT LUTTER ?

Dans sa volonté constante d'étendre et d'unifier

- La classe ouvrière a appris à "gagner la rue", à reconnaître la rue, non comme un lieu de défilé, de balade derrière des banderoles syndicales mais comme un lieu privilégié, un véritable ciment pour la lutte ouvrière, là où les ouvriers peuvent se réunir, se mobiliser pour être le plus nombreux et le plus unis possible dans la lutte. Sous forme de meetings ou de manifestations, en s'y regroupant, les ouvriers ont pu prendre conscience de leur force collective, de leur volonté commune de lutte. Les chômeurs y ont rencontré leur classe : le 22 mai à Malines, une manifestation de 200 chômeurs a spontanément rejoint une manifestation d'ouvriers d'une usine; mineurs, enseignants, sidérurgistes, conducteurs de bus, cheminots ont pu s'y reconnaître, engagés dans la même action, comme une même classe, comme le 31 mai à Bruxelles. Le 5 juin, lors d'un "rassemblement ponctuel" limité par le syndicat démocrate-chrétien "à des femmes au chômage et à des femmes de chômeurs" à Bruxelles, en quelques minutes, ce sont 6 000 personnes qui se sont retrouvées dans la rue.

- La lutte ouvrière a montré la voie de la solidarité active. Ainsi, début mai, c'est explicitement en solidarité avec le secteur public que les ouvriers des Forges de Clabecq et ceux des ACEC se sont mis en grève. Des travailleurs de l'industrie chimique sont également venus aux piquets de grève de la gare d'Anvers, de nombreux chômeurs se sont manifestés dans des piquets de grève d'ouvriers

- Dans la lutte, s'est manifesté le souci permament du lien avec d'autres secteurs : une délégation significative de 300 mineurs du Limbourg s'est rendue à l'usine Ford-Genk (10 000 ouvriers, la plus importante concentration ouvrière du pays), puis à Bruxelles à une assemblée de cheminots et vers d'autres travailleurs du secteur public de même que les ouvriers du chantier naval de Boël, dès qu'ils se sont mis en grève, ont envoyé une délégation auprès des mineurs; début juin, ce sont d'importantes délégations d'ouvriers de Charleroi qui sont allés à Bruxelles pour rencontrer les grèvistes de la STIB (conducteurs de bus et de tramways).

- Les ouvriers ont su aussi s'organiser en comités de grève en assurant l'extension du mouvement de grève vers d'autres usines : chez Caterpillar en mai, une assemblée de grévistes organise spontanément un comité de grève qui décide de l'envoi immédiat de piquets volants pour faire arrêter d'autres usines. Dès le lendemain de la manifestation du 31 mai, les travailleurs du secteur public de la région Centre décident en assemblée de rester en grève, malgré les mots d'ordres syndicaux d'appel à la reprise du travail, "afin d'opérer la soudure avec d'autres mouvements susceptibles d'éclater dans les jours suivants" et envoient une délégation auprès des employés de Charleroi pour qu'ils fassent de même.

Toutes ces mesures pratiques mises en œuvre au cours des luttes dans le sens de l'extension et de l'unification de la classe montrent que les ouvriers ont tiré à ce moment là la leçon essentielle de la grève du secteur public de l'automne 83 ("ne pas se faire avoir comme en 83" a été une phrase souvent répétée dans les discussions entre grévistes). Dans les mines, les chantiers navals, la sidérurgie, les enseignants, la lutte n'était pas perçue comme la réponse à un "problème" de tel ou tel secteur -comme "le problème du service public" par exemple mis en avant en 83- mais comme une riposte de toute la classe ouvrière à une attaque générale. La lutte a démontré que, pour agir dans le sens de son unification réelle, elle n'avait rien à défendre dans le cadre corporatif, elle a montré clairement la voie dans laquelle elle devait s'engager pour combattre l'isolement et affirmer son unité de classe, au-delà de la division entre secteur public et secteur privé, entre ouvriers au chômage et ouvriers en usine, entre ouvriers flamands et ouvriers wal-

Elle n'a, dans cette entreprise pas cessé de se heurter, de se confronter aux manoeuvres de toute la bourgeoisie mobilisée contre elle, et en première ligne celles développées par les

FACE AUX MANOEUVRES SYNDICALES

Dans un premier temps, les syndicats ont travaillé à diviser les ouvriers en cherchant à les opposer directement entre eux au nom d'intérêts corporatistes, sectoriels, régionaux, syndicaux distincts. Lors de la grève des mineurs, ils parlaient du "problème spécifique du charbon limbourgeois". Comme en 83, ils ont mis en avant ensuite "la défense du service public" quand les fonctionnaires sont entrés en Contre l'unité des luttes, le leader social-démocrate Spitaels déclarait : "Les travailleurs de Wallonie n'ont aucune raison d'être solidaires des mineurs du Limbourg : la Wallonie a payé autrefois avec la sidérurgie, c'est bien le tour de la Flandre". Derrière le partage du travail syndical, ils incitaient les ouvriers à se ranger soit derrière la FGTB (liée au PS), et ses "journées d'action dures" cupations d'usines...), soit derrière la CSC (liée à la Démocratie-Chrétienne) appelant à d'autres formes d'action, d'autres jours, dans d'autres secteurs. Tout était bon pour diluer la pression ouvrière : à Charleroi, par exemple, les syndicats ont organisé le même jour (29 mai) 5 manifestations qui sont passées les unes à côté des autres sans jamais se regrouper!

Mais, bien vite, les syndicats ont compris qu'ils ne pouvaient continuer à s'opposer frontalement à la dynamique ouvrière vers l'extension et l'unification des luttes, ils se sont alors employés à la tuer en la dénaturant, en orientant cette volonté unitaire sur des fausses voies, puissamment aidés par le syndicalisme de base et les gauchistes. Ils n'avaient plus à la bouche que les mots "d'extension", "de so-

lidarité", "d'unité". Mais quelle"extension"?

C'était toujours pour mieux enfermer la lutte en lui donnant comme but ultime l'extension dans la corporation, le secteur, la région. Pour les syndicalistes de base du PTB, il fallait faire pression sur les syndicats pour qu'"ils organisent l'extension des luttes à d'autres secteurs", tandis qu'eux-mêmes demandaient aux ouvriers "d'étendre la grève à toutes les mines, à tous les mineurs avant de songer à passer à l'extension à d'autres secteurs". Quelle "solidarité" ?

Ils entendaient multiplier les motions au gouvernement, les collectes financières dans les usines pour noyer la conscience que la seule solidarité active possible est d'entrer à son tour dans la lutte.

Ouelle "unification des luttes" ?

La "formation de comités de luttes inter-professionnels", fonctionnant hors de tout contrôle des assemblées ouvrières, assurant une simple coordination syndicale entre différents secteurs pour éviter que les ouvriers ne prennent en charge eux-mêmes le lien entre leurs luttes.

Quelle "unité ouvrière" ? Quand ce n'est pas un appel à se mobiliser pour la "défense des droits syndicaux", c'est "la grève générale", chère aux gauchistes, qui est proposée comme aboutissement ultime des luttes où il s'agit soit d'inciter les ouvriers à rester chez soi, isolés, soit de les inviter à se promener dans la rue, sans but précis, sans perspective pour le lendemain. Sans cesse, les syndicats ont, dans ce cadre, poursuivi activement leur travail de division, de sape pour empêcher l'extension et l'unité réelle des luttes en s'opposant à la prise en charge de la lutte par les ouvriers euxmemes. En conservant le contrôle de la lutte, ils ont pu repousser l'idée de la manifestation unitaire à Bruxelles qui était dans tous les esprits début mai, à la fin du mois, le 31, pour se donner le temps de faire reprendre le travail dans des secteurs en lutte tels que les mines et les chantiers navals, dès lors que l'ensemble du secteur public s'était mis en grève.

Ils ont multiplié les faux choix pour empêcher les secteurs les plus combatifs de la classe, comme les cheminots de Charleroi, de rejoindre la manifestation du 31 en leur imposant l'alternative : participer à la "Marche sur Bruxelles" avec reprise du travail le lendemain, ou poursuivre, de façon isolée, une "action dure" sur place.

C'est ainsi que les syndicats, le syndicalisme de base et les gauchistes ont été les maîtres d'œuvre des entreprises de la bourgeoisie pour disperser la riposte ouvrière, pour diluer et enrayer la dynamique unitaire des luttes qui s'est fait jour, et faire reprendre le travail, secteur par secteur. Mais cela n'a pas fait disparaître, n'est pas venu à bout de la détermination et de la combativité des ouvriers. Il n'y a pas de place pour l'amertume et le découragement. Contrairement à la grève des mineurs de 1984 en Grande-Bretagne, la lutte n'est pas restée sur un sentiment d'impuissance et de démoralisation. Elle a fait l'expérience de la force que représente sa dynamique unitaire.

Aujourd'hui, la bourgeoisie belge vient de profiter non seulement de l'essoufflement des luttes, mais comme en France. période vriers sont au maximum démobilisés, dispersés par les congés d'été, quand la plupart des usines sont fermées, pour imposer la mise en œuvre des "accords de Val Duchesse" et réintroduire la plupart des mesures que la bourgeoisie n'avait pu faire appliquer les mois précédents sous la pression des luttes ouvrières et elle a annoncé la fermeture de nouvelles usines, comme Michelin-Zuun avec le licenciement de 1 034 ouvriers (ce qui à l'échelle du pays représente une grosse usine).

Dans ce contexte, il n'y a pas à hésiter. La seule perspective est de reprendre le chemin de la lutte, mais de façon plus massive, plus large et plus unie

Pour cela, elle doit être poussée plus loin. Dans cette perspective, les ouvriers ne doivent pas s'attendre à voir se dérouler un boulevard devant ieurs luttes, mais ils seront inévitablement confrontés de façon permanente et de plus en plus fortement aux pièges et aux faux choix dressés par les syndicats, le syndicalisme de base et les gauchistes au premier rang de la bourgeoisie, face à leur volonté et leurs tentatives d'unifier les luttes. Pour les déjouer, pour pouvoir construire mais aussi defendre pied à pied cette unification, la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que d'en développer la prise en charge et le contrôle, sans la laisser aux mains des syndicats.

Y.D.

LA GUERRE COMMERCIALE S'INTENSIFIE, C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI EN FAIT LES FRAIS

■ Avec ou sans la signature de Mitterrand, avec ou sans l'aval du Parlement, c'est tambour battant et à coups d'articles de la Constitution ou d'ordonnances qu'y sera allé le gouvernement Chirac dans le domaine des mesures économiques et sociales tout au long de l'été : suppression de l'autorisation administrative de licenciement, développement accéléré des conditions de précarisation et de flexibilité du travail, dénonciation ouverte de tout ce qui peut ressembler à un"statut de fonctionnaire", attaque en règle contre le niveau de vie ouvrier, par le blocage des salaires et l'augmentation des prélèvements tandis que les prix à la consommation et les loyers sont libérés... et que le chômage croît inexorablement (voir article dans ce numéro). La seule coloration de droite du gouvernement actuel ne permet pas d'expliquer l'ampleur et l'importance des mesures prises tant le "bon travail" sérieusement entamé par les gouvernements successifs de la gauche est éloquent et a directement préparé les mesures actuelles.

En fait et indépendamment des particularités propres à chaque pays, ce sont l'ensemble des Etats industrialisés et européens en particulier qui, au nom de la modernité et de la compétitivité de chacune des économies concernées, mènent une même politique accélérée de rigueur et ce, quelques soient

les fractions politiques au pouvoir.

Pas un mois ne se passe, de l'Espagne à la RFA, en passant par la Scandinavie, la Grande-Bretagne ou même les USA... sans que de nouvelles mesures de flexibilité, d'amputation des protections sociales, d'attaque des salaires ouvriers ne soient menées, sans qu'elles ne contrent en quoi que ce soit la montée du chômage.

De la même manière qu'en France, c'est l'été qui sera également mis à profit par la bourgeoisie belge pour mettre en oeuvre le plan Martens qui prévoit des économies drastiques dans le budget de l'Etat, se traduisant dans les faits par encore et toujours plus d'austérité et de chômage pour la classe ouvrière en Belgique, et que l'Etat belge avait dû ajourner face aux mouvements de classe d'ampleur qui secouèrent le pays au mois d'avril dernier (1). Si les attaques frontales contre la classe ouvrière sont aujourd'hui à l'ordre du jour dans les pays occidentaux, la classe ouvrière des pays de l'Est, n'est, quant à elle, pas mieux lotie à l'enseigne de l'austérité accrue, même si sa forme peut différer. Ainsi, rien que la baisse des recettes pétrolières de l'URSS qui représentent 80% de ses exportations, et un manque à gagner d'environ 7 milliards de dollars, ne peut signifier que de nouvelles compressions de la consommation, tant à l'intérieur du pays que dans ses satellites déjà durement touchés par la pénurie, alors que se développent les campagnes contre l'alcoolisme et l'absentéisme et qu'est stimulée la productivité à tout crin! Et, si les conditions de vie du prolétariat

des pays industrialisés sont aussi durement attaquées, c'est la famine pure et simple qui ravage le reste de la planète. En témoigne parmi tant d'autres le désespoir de ces 12 000 mineurs boliviens aujourd'hui licenciés parce que les cours de l'étain se sont effondrés sur un marché mondial encombré par les stocks.

Car aux impératifs toujours plus exigeants dûs à l'intensification de la crise et dont la conséquence est une guerre économique et commerciale sans merci entre les pays, chaque bourgeoisie est amenée à déployer toujours plus son arsenal de mesures anti-ouvrières destinées à tenter de préserver au mieux la compétitivité des productions nationales et à défendre ses parts de marché au niveau de la planète. Cela passe par une pression toujours plus forte, tant sur le niveau des salaires et de la protection sociale que par l'adaptation toujours plus grande des conditions de travail de la classe ouvrière aux aléas du marché, à un moment où l'horizon économique s'obscurcit dangereusement avec la récession d'ampleur qui se profile aux Etats-Unis.

L'EXACERBATION DE LA GUERRE ECONOMIQUE, CONSEQUENCE DE LA RECESSION AUX USA

Les derniers mois auront été émaillés de quelques faits saillants du formidable bras de fer que se livre la bourgeoisie internationale, USA en tête, sur le plan économique, et dont le conflit commercial avec la CEE a constitué un moment significatif. Tous les secteurs de la production sont en fait concernés : des céréales aux pâtes alimentaires, de l'acier aux automobiles, des produits chimiques et pharmaceutiques à l'électro-ménager ou aux services..., le tout ponctué de quotas, de contingentements, de normes dites de qualité ou encore de barrières douanières et de taxes en tous genres. Derrière les mots se cachent en fait une réalité crue : si produire est une chose pour le capitalisme, vendre en est une autre, à une époque où plus de 22% de la production mondiale est destinée à l'exportation. Aux énormes besoins mondiaux issus des destructions de la 2ème guerre mondiale, a succédé depuis la fin des années 60 une contraction de plus en plus généralisée et profonde des débouchés solvables que les différentes politiques successives de relance auront de plus en plus de mal à atténuer. En témoigne, la dernière relance américaine de 83/84 qui, malgré les formidables et périlleux déficits aujourd'hui accumulés, arrive à épuisement. Seule cette politique aujourd'hui devenue insoutenable même pour la première puissance économique du monde a permis au Japon et à la RFA, mais plus largement à l'ensemble de l'économie européenne et du monde, d'exporter massivement tant aux USA que sur les marchés extérieurs devenus plus compétitifs pour les marchandises européennes, compte tenu du cours élevé de la

monnaie américaine. C'est ce qu'illustrent les énormes excédents commerciaux dégagés par le Japon et la RFA, mais aussi le premier solde positif depuis 25 ans réalisé en 1985 par la France dans ses échanges avec les Etats-Unis.

Si le ballon d'oxygène apporté par la relance américaine n'a nullement empêché la détérioration des conditions de vie ouvrière, se traduisant tant dans la diminution absolue des revenus ouvriers, que par la croissance fantastique du chômage qui a atteint 10,8% de la population active de la CEE en 1985, il aura cependant permis d'en limiter l'ampleur et les effets. Comme le note un expert du "Massachusetts Institute of Technology" ("Libération" du 30/7/86): "J'ai calculé que, dans le monde entier, 4 millions de personnes travaillent uniquement pour le marché américain. Un tiers au Japon, un tiers en Europe, un tiers ailleurs... Vous pensez que ça peut durer ?... Que se passerait-il si le marché américain se fermait ? Et en Europe, si Jaguar, Mercédès ou Volvo vovaient se fermer ce marché ?".

Non seulement, c'est ce qui est en train de se passer avec une croissance américaine qui tend vers le zéro après des chiffres de croissance de 6, voire 7%, mais de plus avec la baisse du dollar de plus de 35%, c'est l'immense marché américain qui se ferme progressivement aux exportations européennes, et c'est aussi la formidable puissance économique US qui va revenir en force vendre massivement sur les marchés extérieurs aujourd'hui envahis par d'autres pays : il n'est pas d'autre issue pour l'économie américaine pour tenter de combler les formidables déficits accumulés en moins de 2 ans, et qui font des USA l'Etat le plus endetté du monde. Ainsi, en 1981, les exportations américaines représentaient 13% de leur Produit National Brut avant de subir un recul sensible du fait de la surévaluation du dollar. En fait, toute puissance industrielle de premier ou de second plan se doit d'exporter : un pays comme la Belgique exporte près de 60% de sa production, la France plus de 22% et près du tiers de sa production industrielle, l'ensemble de l'OCDE un peu plus de

Les exportations massives et subventionnées par l'Etat américain de céréales à destination de l'URSS, mais aussi de l'Egypte est déjà indicative de la détermination américaine, alors que les pressions se font de plus en plus insistantes vis à vis du Japon et de la RFA en particulier pour que ces pays concourrent, avec l'ensemble de l'Europe, à prendre le relais d'une relance aujourd'hui exangue aux USA. La baisse actuelle des taux d'intérêts bancaires destinée à favoriser l'investissement industriel s'inscrit directement dans cette préoccupation. Car il est clair que la bourgeoisie internationale est parfaitement consciente des conséquences sociales dramatiques qui seront induites par une tel-

U.S.A.

LA RIPOSTE OUVRIERE S'ELARGIT

■ Avec l'épuisement de la mini-reprise US et la nouvelle récession qui vient aujourd'hui frapper de plein fouet la première puissance mondiale (cf. article page 4.), le gouvernement Reagan, comme tous les gouvernements d'Europe occidentale n'a pas d'autre choix que d'intensifier sa politique d'austérité contre la classe ouvrière, une politique d'attaque de plus en plus brutale contre tous les secteurs, simultanément : restructuration de la sidérurgie et licenciements massifs avec la fermeture des usines de la compagnie USX (ex-US steel) dans 7 Etats, baisse draconienne des salaires dans tous les secteurs, suppression de la couverture sociale dans la plupart des entreprises...

Face à ces mesures d'une violence sans précédent, depuis 2 mois, ont surgi ou se sont ravivés ici et là, dans tout le pays, des foyers de lutte qui malgré leur manque d'expérience historique et leur dispersion n'en sont pas moins significatifs de l'intensification des combats ouvriers dans tous les pays et en particulier du bloc occidental.

- Dans le secteur public : grève de 3 semaines de 32 000 ouvriers (notamment dans les transports et la santé) à Detroit et à Philadelphie en juillet, août contre le blocage des salaires ;

- Dans la sidérurgie : grève des ouvriers de la compagnie LTV (2ème producteur US, déclaré en faillite le 17.7) contre les menaces de licenciements et la suppression de la couverture médicale. Devant l'ampleur de la riposte qui a éclaté dans toutes les aciéries du pays, le patronat a été contraint sous la pression de la combativité ouvrière de revenir au bout d'une semaine sur cette dernière mesure.

A USX (1er producteur d'acier US) 22 000 ouvriers ont également débrayé le 1er août (pour la première fois depuis la grève en 1959 qui avait duré 116 jours) contre la fermeture des usines dans 7 Etats alors que déjà les effectifs ont été réduits de 77 000 à 22 000 ouvriers ces 5 dernières années.

UNE NECESSITE DE LA LUTTE : LA SOLIDARITE

Face à la brutalité des attaques qui tend à toucher de plus en plus l'ensemble de la classe ouvrière aux USA comme en Europe occidentale, la conscience que seule une riposte solidaire et unie renforce la lutte commence à se concrétiser :

- à Philadelphie : où l'enorme mécontentement qui s'était accumulé et avait pu être contenu pendant 6 mois par les stratégies syndicales d'isolement des luttes éclate le 1er juillet : 16 000 ouvriers du secteur public se mobilisent contre le gel des salaires, organisant des piquets massifs qui bloquent toutes les voies d'accès à la ville. Devant une telle manifestation de combativité, le syndicat des "cols blancs" conclut un accord avec les autorités locales (accord promettant 10 % d'augmentation des salaires d'ici 2 ans) et appelle à la reprise du travail, notamment dans la santé au nom de la "sécurité des malades". Mais les ouvriers votent la poursuite de la grève en solidarité avec les revendications des "cols bleus" qui estimaient cette promesse insuffisante. Quatre jours plus tard, la moitié des "cols blancs" n'avait toujours pas repris le travail. Le 17.7, face à l'ultimatum lancé par les tri-bunaux, les "cols blancs" organisent des piquets massifs pour aller étendre la grève tandis que les syndicats s'efforcent de coller à la lutte ("c'est aux ouvriers de décider") afin d'en garder le contrôle. Et ce n'est que sous la menace des licenciements proférés par les tribunaux que les syndicats sont margenus, au bout de 3 semaines, à briser la

grève. Cependant, malgré la difficulté des ouvriers à comprendre que seule l'extension de la lutte aux autres secteurs (notamment au secteur privé, aux secteurs industriels) pouvait lever la menace des licenciements, la reprise du travail n'a nullement altéré ni l'énorme combativité des ouvriers, ni leur volonté d'élargir la lutte. Et c'est ce qu'a compris la bourgeoisie en revenant sur son projet du blocage des salaires et en maintenant la promesse d'une augmentation des salaires de 10 % d'ici 2 ans; - à Detroit : une semaine après la grève du sec-

teur public à Philadelphie, c'est à Detroit que le même conflit ressurgit contre la baisse de 2 % des salaires pour 87 avec une promesse d'augmentation par la suite... en fonction de la santé financière du budget. Cette fois, c'est dès le début du mouvement que se manifeste la solidarité entre les ouvriers des transports et ceux de la santé, contraiquant la bourgeoisie à ne pas recourir, comme à Philadelphie, à l'ultimatum judiciaire ordonnant la reprise du travail. Le 25.7, les syndicats et la municipalité signent un accord proposant 15 % d'augmentation des salaires d'ici 3 ans, mais toujours en fonction de l'évolution du budget. Les ouvriers maintiennent leurs revendications (garantie d'une augmentation de 26 % des salaires au bout de 3 ans avec récupération des concessions antérieures) et poursuivent la greve.

Le 31.7, malgré les multiples appels syndicaux à la reprise du travail chez les éboueurs, ceux-ci maintiennent les piquets en solidarité avec les "cols blancs" et les ouvriers des transports. Et ce n'est que début août que la grève se terminera à la suite d'un accord entre les syndicats et la municipalité, accord garantissant des augmentations de salaire sur 3 ans quelle que soit la santé financière du budget.

Ainsi, c'est à un prolétariat extrèmement combatif que la bourgeoisie US est aujourd'hui confrontée : un prolétariat qui, en perdant ses illusions sur une quelconque amélioration de la situation économique, refuse désormais de se serrer la ceinture comme il le faisait encore en 81-82 avec l'espoir de récolter les fruits de la mini-reprise. Aujourd'hui, la faillite de pans entiers de l'industrie, l'accélération brutale du chômage, qui officieusement, frappe déjà 13 % de la population active, la famine qui s'installe maintenant dans les grandes concentrations ouvrières, n'augurent rien d'autre qu'un accroissement de la misère pour l'ensemble de la classe ouvrière aux USA comme partout ailleurs.

Face à la violence des attaques de toutes leurs conditions de vie, les ouvriers aux USA vont être amenés à développer la même riposte que celle de leurs frères de classe d'Europe occidentale : une riposte de plus en plus massive et unie.

DES LUTTES PLUS MASSIVES ET SIMULTANEES

- Dans les transports aériens : grève des hôtesses de la TWA qui, du fait de son isolement, s'est soldée par le licenciement de tous les grévistes ;

- Dans les usines de papier : grève de 7 500 ouvriers de la côte ouest contre les coupes salariales ;

- Dans l'industrie alimentaire : poursuite du mouvement engagé l'hiver dernier par les ouvriers des usines Hormel dans le Minnesota contre les baisses de salaire et les menaces de licenciements ; ressurgissement du conflit qui avait éclaté en octobre 85 dans les usines de surgélation de Watsonville (Californie) avec formation d'un comité de grève, produit de l'énorme combativité ouvrière dans ce

<u>-</u>5

⁻ Dans le secteur du Téléphone : grèves de 26 jours de 155 000 ouvriers de la Cie.ATT en juin contre les réductions salariales. Le mécontentement ouvrier dans ce secteur s'est encore amplifié durant l'été avec l'entrée en lutte le 9 août de 66 000 ouvriers de plusieurs compagnies téléphoniques de l'Etat de New-York, du nord-est et de l'ouest des USA. Le risque de généralisation du conflit aux autres régions a pu être évité de justesse grâce à un accord salarial passé entre les syndicats et le patronat des compagnies du centre et du sud ;

MISE AU POINT PAR RAPPORT A UNION PROLETARIENNE

UN GROUPE QUI NE SERT QU'A SEMER LA CONFUSION

Alors que, face à des attaques de plus en plus simultanées et frontales, la classe ouvrière, pour leur résister le plus efficacement possible, doit, à travers ses luttes, rechercher l'unité la plus large possible, en se confrontant à l'action de la gauche et des syndicats qui s'emploient à isoler, diviser, épuiser les luttes.

Alors que, dans cette confrontation et ces efforts d'unification, elle devrait pouvoir compter sur l'intervention de toutes les forces du milieu révolutionnaire, non seulement la majorité des groupes et organisations de celui-ci, parce qu'ils ne comprennent pas le sens des luttes de résistance que la classe ouvrière développe sous leurs yeux, ni la nature des tâches d'intervention qui en découlent, ne parviennent pas à être partie prenante de celle-ci, mais encore il existe des groupes se prétendant révolutionnaires, dont l'activité politique ne contri-

bue qu'à accroitre les difficultés de la classe et du milieu prolétarien. L'un d'entre eux en particulier, UNION PROLETARIENNE, parlant au nom des révolutionnaires, et bien que dénonçant la gauche et les gauchistes comme appartenant au camp bourgeois, ne participe cependant qu'à propager les pires confusions dans la classe, concernant les besoins de ses luttes, en réduisant ceux-ci à la nécessité de plus de radicalité et d'affrontement avec l'Etat; concernant la nature d'organisations révolutionnaires, en l'occurrence le CCI, en tentant de les discréditer, en les taxant d'un soi-disant pacifisme. Ce groupe ne participe également qu'à accroitre les difficultés du milieu politique prolétarien par une attitude qui tourne le dos à ce que doit être la confrontation politique, confondant intransigeance et argumentation reposant sur des analyses, avec insulte politique et affirmations sans analyse.

■ Union Prolétarienne consacre un article de 29 pages sur 50 dans le n° 8 de sa publication à la critique de ce qu'elle considère être l'opportunisme du CCI, d'autres articles dans ce numéro contiennent des passages le critiquant sur d'autres aspects, et dans un numéro antérieur, un article entier est également consacré à cette critique.

Du dernier article en date consacré au CCI, nous avons extrait les caractérisations suivantes qui sont faites de lui : "ouvriériste, démocrate, pacifiste".

Certaines de ses attitudes politiques, qui lui sont ainsi attribuées, sont décrites de la façon suivante : "masquer les questions véritables qui se posent à la classe ouvrière"

"dénaturer le fondement des luttes antérieures et glisser sur le contenu des luttes actuelles"

"faire un remake de l'intervention gauchiste des années 70"

"éloigner tous les prolétaires désireux de lutter avec des moyens et des perspectives de classe"

"prendre des arguments 'bateaux' pour justifier non seulement son pacifisme, mais aussi la crainte que lui inspire la préparation d'un retour en force du prolétariat"

"se foutre de la gueule de ses lecteurs"

"diffuser un ouvrièrisme de curé"

"honnir la violence révolutionnaire"

"se résigner avec soulagement au réformisme"
"employer des arguments démocratiques contre la violence révolutionnaire"

"employer des arguments dignes de n'importe quel garde-chiourme type PC"

"admettre de façon implicite qu'il (le CCI) soutiendrait une bonne démocratie, constituée entre autres, sur la base de vraies élections"

"reformuler, avec un cynisme incroyable, reprendre à son compte les arguments colportés jour après jour par la bourgeoisie (concernant les campagnes antiterroristes) contre la violence, fut-elle proléta-

"choyer l'appareil productif du capital".

Beaucoup de ces attitudes ainsi stigmatisées seraient le produit du "découragement, de la démobilisation et la peur réelle d'affronter une situation explosive"

Nous ne sommes pas ici intéressés à nous défendre de telles accusations. Le lecteur familier de la presse du CCI pourra se rendre compte du grotesque de celles-ci; celui qui l'est moins trouvera dans ce numéro même matière à récuser bon nombre d'entre elles.

Ce qui nous importe ici, c'est de tirer au clair ce qui permet et fonde une telle démarche, centrée sur ce qui n'est autre que la calomnie d'une organisation du milieu révolutionnaire.

Par rapport à quels besoins des luttes, l'opportunisme du CCI se révèlerait-il dans les réponses qu'il apporte, au point où cela justifie pour le combattre, une telle mobilisation de la part d'un groupe comme Union Prolétarienne ?

Quels principes du marxisme que le CCI serait entrain de fouler au pied rendent-ils ainsi nécessaire une si vigoureuse critique de sa pratique et de ses analyses ?

Ce sont ces besoins, l'analyse qui les sous-tend et ces principes du marxisme que nous avons tenté de dégager de la lecture de l'article d'U.P. incriminant si fortement le CCI.

UNE INCAPACITE A S'ORIENTER ET UNE INTERVEN-TION IRRESPONSABLE

Nous avons extrait les citations suivantes qui permettent de se faire une idée sur l'analyse que ce groupe fait de la période.

- "En temps de crise, pessimisme et optimisme sont de mise ! Toutes les possibilités existent : personne ne peut vraiment prévoir comment, à quel moment cette crise sera résolue et surtout quelle classe sera à l'initiative".

- En Pologne, il y eut "un mouvement véritablement

insurrectionnel en 1970", "l'insurrection était dans l'air".

- En 1980, le mouvement en Pologne représente effectivement à bien des égards un fantastique recul du mouvement prolétarien.

- Aujourd'hui, il y a des situations où "le risque est réel pour la bourgeoisie de voir se développer une véritable avancée révolutionnaire. C'est le cas à présent pour Haïti et pour les Philippines, mais c'était aussi le cas en Pologne durant l'été 80". - Aujourd'hui, "l'exacerbation de la crise plonge toute la société bourgeoise dans une réaction de plus en plus noire".

- "La période ouverte par la rupture de 68 [...] est une reprise toute relative et nous devons nous préparer à une réelle reprise de plus grande ampleur". - "Toutes les données mondiales concourent à aiguiser l'antagonisme des classes".

Comprenne qui pourra à cela. Mais, de toute évidence, ce groupe, pour ignorer tout de la logique et des conditions du processus de développement de la lutte de classe, est incapable de s'orienter politiquement dans la période pendant laquelle il est sensé intervenir à l'avant-garde des luttes de la classe ouvrière:

- ignorant peut-être le B.A.-BA du marxisme, à savoir que le moteur de la révolution prolétarienne est la classe ouvrière, il voit des possibilités pour ce qu'il appelle une avancée révolutionnaire dans des zones où dominent les couches exclues du processus de production et n'ayant jamais appartenu au prolétariat, où le prolétariat est très faible numériquement et est isolé des grandes concentrations industrielles d'Europe et des Etats-Unis ; - ignorant également que la révolution n'est pas un phénomène spontané, mais le résultat d'un processus long et difficile, au cours duquel la classe ouvrière unifie ses forces, à un stade avancé duquel elle s'organise en Conseils Ouvriers, organes de sa dictature, et unifie ses luttes à l'échelle internationale, U.P. voit la révolution possible dès lors que les ouvriers sont amenés à s'affronter violemment à l'Etat, comme en Pologne 70, confondant ainsi allègrement pour l'occa-

sion, émeutes et insurrection prolétarienne ; - ne comprenant pas que la lutte de classe est un rapport de force entre deux classes ennemies, il voit la possibilité pour l'une et l'autre de ces deux classes de se renforcer simultanément sur toute une période, au détriment l'une de l'autre. C'est ainsi pour ce groupe, que de la "réaction la plus noire", c'est à dire d'un état de profonde défaite et de soumission quasi totale du prolétariat à la bourgeoisie, peut miraculeusement surgir une reprise de grande ampleur de la classe ouvrière. Or, un tel surgissement du prolétariat ne peut exister sans qu' il se soit dégagé, après une telle défaite, à travers tout un processus de lutte, de son embrigadement par la bourgeoisie, comme ce fut le cas après 2 ans de guerre impérialiste, lors de la première guerre mondiale, et à la fin des années 60, après les pre-

mières manifestations de la crise économique mondia-

Avec de telles incompréhensions sur des concepts aussi essentiels du marxisme et sur des lecons historiques du combat de la classe ouvrière, on ne s'étonnera pas de l'incapacité de ce groupe à évaluer une lutte et son importance pour l'ensemble de la classe ouvrière, à saisir de quel mouvement plus général elle participe, à quels obstacles elle est réellement confrontée. On ne s'étonnera pas de le voir cracher sur le mouvement réel de la classe ouvrière et ses expressions, parce que celles-ci ne "rompent pas radicalement" avec la bourgeoisie. Tombant dans les pièges des manoeuvres syndicales des tinées à enfermer, isoler les luttes dans l'usine ou la corporation dès qu'elles surgissent, pour tenter de prévenir toute tentative d'extension et d'unification, comme ce fut le cas en France, à la SNCF et à la RATP en automne et hiver 85, U.P. ne fait que participer, à sa manière, aux campagnes visant à présenter comme d'emblée corporatiste toute lutte

- la grève spontanée à la SNCF d'octobre 85 est "un mouvement corporatiste qui n'a eu pour unique objet que de rappeler au capital que les ouvriers en question sont de bons ouvriers qualifiés, qui ont fait leurs preuves"; [elle est] "un mouvement plutôt objectivement réactionnaire".

- la grève spontanée à la RATP de décembre 85 montre "l'attachement des ouvriers à leur travail" ; - "ces mouvements sont plus sûrement significatifs de l'évolution actuelle de certaines couches de la classe ouvrière tendant à remettre à l'ordre du jour des valeurs qui font la joie des capitalistes".

Sans analyse générale et particulière des conditions dans lesquelles se développe le mouvement de la classe ouvrière, non seulement ce groupe se trouve écarté de la seule intervention qui aujourd'hui constitue réellement un facteur de renforcement de la classe ouvrière, en poussant à l'unification de ses luttes, à leur confrontation avec les forces de

la bourgeoisie, gauche et syndicats, particulièrement chargées de s'y opposer sur le "terrain", mais plus grave encore, il est conduit à assigner au mouvement de la classe ouvrière des objectifs sans rapport aucun avec ses possibilités et ses nécessités.

Faisant de la violence le plus sûr indice de la force d'une lutte, sans considération aucune des conditions dans lesquelles elle s'exerce, ce groupe voit pêle-mêle à cause des émeutes qui s'y sont déroulées, des signes d'une situation révolutionnaire en Pologne 70, à Haïti aujourd'hui ; des moments de la lutte des classes dans les affrontements auxquels donno lieu au Japon l'extension de l'aéroport de Narita. Sans le moindre souci de la capacité du prolétariat polonais à pouvoir alors l'assumer victorieusement, ni de savoir si cela pouvait contribuer à le renforcer face aux manoeuvres du syndicat Solidarnosc, il assigne aux luttes en Pologne 80, -heureusement après coup et sans risque d'être entendu- mais de façon tout aussi irresponsable, la tâche de "s'attaquer aux organes de l'Etat".

La voilà donc la pratique qu'U.P. a à opposer à celle du CCI. Du pur volontarisme, un radicalisme verbeux et irresponsable, des concessions au gauchisme sur la question de la violence, séparée de celle de l'unification et de la prise de conscience de la classe et dans le soutien à des luttes interclassistes de "riverains" contre l'extension d'un aéroport au Japon, confondues avec la lutte de classistes.

DISPARAITRE OU S'ENLISER DAVANTAGE DANS LE MARAIS

Croyant combattre l'opportunisme chez des organiations révolutionnaires dont il ne comprend ni les analyses, ni la pratique, ce groupe ne peut évidemment avoir conscience à quel point ses analyses, qui se contredisent d'un paragraphe à l'autre, et sa pratique, sont elles mêmes vulnérables à la pression de l'idéologie dominante.

N'ayant pas tranché sur les positions programmatiques de base, ce qui se traduit par une absence de plateforme, il s'autorise ainsi le flou le plus complet, et une absence totale de cohérence et de rigueur. Il n'a pas d'intervention politique militante à travers la tenue de réunions publiques ou permanences, ne se rend pas non plus à celles des groupes et organisations du milieu prolétarien, s'évitant ainsi la confrontation publique, face à la réalité, de ses positions et analyses.

Son seul avenir en tant que groupe, c'est de s'enfermer toujours davantage sur une démarche dont l'article qu'il consacre à la "critique" du CQI est un épisode significatif, de toute évidence motivée moins par le souci de faire la clarté politique face à la classe, que par des intérêts de chapelle, rappelant en cela l'attitude des sectes gauchistes dans les années 70.

Pourtant, en se constituant sur la base d'un certain nombre de positions de classe, et pas des moindres, concernant en particulier la nature de la gauche et des syndicats, ce groupe a représenté un effort de la classe pour dégager de ses luttes une avant-garde révolutionnaire. Cependant, pour un certain nombre de raisons qui tiennent à ses propres faiblesses, et à celles du milieu révolutionnaire dans son ensemble, il n'a pas connu l'évolution qui aurait pu lui permettre la confrontation avec les organisations politiques constituées du milieu révolutionnaire. Incapable de se relier aux grands courants historiques qui traversent ce même milieu et de s'intégrer aux organisations qui les représentent, il est resté en marge de celui-ci, ne représentant que lui-même. Il alimente le "marais" politique, constitué de groupes informels, cercles, individus se réclamant du camp prolétarien, et qui sans appartenir au camp de la bourgeoisie, n'ont jamais atteint une coherence politique, qui leur permette de venir grossir les forces du milieu révolutionnaire. (2)

Ne présentant aucune perspective d'évolution politique positive, il est condamné à s'y enliser davantage encore, avec le danger d'un passage progressif dans le camp de la bourgeoisie. Il n'a rien à apporter ou à dire à la classe ouvrière et au milieu protétarien. Ce qu'elle peut souhaiter de mieux, c'est sa disparition et que des éléments qui le composent reprennent par la discussion et la confrontation avec le milieu prolétarien, un processus d'évolution qui ne peut exister pour eux dans Union Prolétarienne.

R.I.

Notes:

(1) Voir notre article sur "le cours historique" publié dans la Revue Internationale N° 15.

2) Voir notre article sur "les groupes politiques prolétariens" -texte du 2ème congrès du CCI- publié dans la Revue Internationale N° 11.



LA GUERRE COMMERCIALE S'INTENSIFIE

(suite de la p. 5)

le récession, mais aussi, du fait qu'elle ne peut que chercher à accompagner celle-ci au mieux. En aucun cas, et indépendamment des réticences des autorités japonaises et allemandes en particulier, ces pays, ainsi que l'Europe, ne peuvent se permettre, sans risque de banqueroute ce qu'économiquement les USA ont fait ces deux dernières années et qui n'a été permis que parce que le dollar, monnaie américaine, est aussi la monnaie des échanges internationaux.

C'est dans une telle perspective et alors que, toujours sous la pression américaine, se prépare un nouveau round de négociations commerciales dans le cadre du GATT destinées à fixer les règles d'un jeu où prévaut la loi du plus fort, que s'inscrivent directement les mesures en tous genres prises par la bourgeoisie contre la classe ouvrière pour chercher à maintenir chaque capital national le plus compétitif et concurrentiel possible.

FAIRE PAYER TOUJOURS PLUS LA CRISE A LA CLASSE OUVRIERE

Depuis près de 20 ans, plans de "restructurations" et "d'assainissement" (qu'il s'agisse d'un Etat, d'une production ou d'une entreprise données) se succèdent et n'ont fait qu'en préparer d'autres aux impératifs et aux conséquences toujours plus dramatiques pour la classe ouvrière, et ce à un rythme toujours supérieur. Rien qu'au sein de l'OCDE, la seule sidérurgie a supprimé près de 800.000 emplois depuis 1974 à coups de plans et de contre-plans. Rien qu'en France, les licenciements de 74 n'ont pas empêché les licenciements en 79, tout comme ceux en cours à Trith St Léger dans le Nord ou programmés en Lorraine n'empêchent pas la bourgeoisie d'en prévoir déjà 20.000 autres à venir pour "rationaliser la production". Il serait tout aussi long, mais tout aussi indicatif de se pencher sur les autres grands secteurs industriels, tels que le textile, la chimie, les mines, l'automobile, la construction mécanique, le bois ou la construction navale... et sur le cas de nombre de petites et moyennes entreprises. L'histoire récente, tout comme la réalité économique elle-même ne laissent plus de place au doute et aux discours bourgeois sur le fait que les sacrifices consentis aujourd'hui permettraient que cela "aille

Car se résigner aujourd'hui, c'est laisser le champ libre à la bourgeoisie pour programmer encore et toujours plus d'austérité au fur et à mesure de l'intensification d'une crise qui n'épargne aucun pays. Au mois de juin était annoncé en France la fermeture des chantiers navals de la NORMED réduisant près de 7.000 ouvriers au chômage entre les sites de Dunkerque, La Seyne et la Ciotat., tandis qu'était vantée la compétitivité des chantiers de St Nazaire qui venaient récemment d'obtenir la commande de 2 navires au prix de formidables "subventions-aides à la commande" de l'Etat français ! Au mois d'août, c'était au tour des chantiers de Nobiskrug en RFA qui emploient 1150 salariés d'être condamnés par la bourgeoisie allemande qui annonce une réduction de près de 30% de ses capacités totales de production dans ce domaine d'ici à 1988, et devant se traduire par des compressions d'effectifs touchant 7 à 10.000 per-

Au printemps 1986, c'était en Espagne avec les chantiers navals à Bilbao, à Cadix ou à Vigo. Plus au nord de l'Europe, les chantiers navals danois cui occupaient 20.000 personnes en 1985 n'en occupaient plus que 11.400 en avril dernier, alors que le gouvernement prévoit de ramener ce chiffre à 4.580 en octobre prochain. Et une telle situation de crise aigue de la construction navale mondiale, qui conduit également des pays comme la Corée du Sud à réduire ses ambitions de production ne peut que s'amplifier, alors que la marine marchande mondiale et européenne en particulier connaît les pires difficultés en lien direct avec la contraction des échanges et du commerce mondial.

Par ailleurs, même dans des secteurs considérés "à

haute et nouvelle technologie" comme celui des circuits imprimés et de l'électronique, l'heure est à l'austérité : c'est ainsi qu'une filiale de Thomson annonce dès à présent le licenciement de près de

300 personnes sur un effectif total de 850. Il ne s'agit donc plus ici de difficultés propres à un secteur d'activité particulier, et encore moins à une usine, mais bel et bien l'expression de la crise mortelle du capitalisme qui ne peut que rejeter de l'appareil de production toujours plus de masses ouvrières de par le monde à un moment où la récession mondiale va accentuer fortement les tendances qui prévalaient jusque là.

De la même manière, chaque bourgeoisie nationale va devoir toujours plus chercher à pressurer les fractions de la classe ouvrière restant au travail pour tenter de maintenir ses parts de marché au détriment de la concurrence. Et cela passe aussi bien par l'augmentation des cadences, la baisse des salaires, la subordination toujours plus grande des conditions de vie ouvrière aux exigences de la production et se traduisant par une flexibilité et précarisation accrues. Autrement dit, il s'agit de rendre la classe ouvrière "corvéable à merci".

Mais cela passe aussi sur le plan économique par le désengagement de plus en plus marqué de l'Etat dans un rôle qui s'était développé au cours des années 70 essentiellement, à savoir le rôle d'Etat providence au travers de la protection sociale, de la redistribution de revenus indirects tels que les prestations familiales, les aides en tous genres à la famille, au logement, à l'éducation... mais aussi le rôle d'Etat patron.

Sur ce dernier plan en effet, abaisser les coûts des productions nationales amène inexorablement tous les Etats européens, généralement gros employeurs si ce n'est principaux employeurs surtout en Europe du Nord, à réduire de manière drastique ses coûts généraux de fonctionnement constitués par le secteur public en général et conduisant aux mêmes conséquences pour ces fractions de la classe ouvrière que pour celles des secteurs directement productifs, et dans des secteurs aussi importants que les transports, l'énergie, les services de protection sociale et de santé, les communications ou l'éducation. Par exemple, le plan Martens en Belgique prévoit la suppression de 28.000 postes dans l'enseignement.

L'entrée de l'économie mondiale dans une nouvelle récession mondiale va frapper de plein fouet les économies européennes, aggravant du même coup et de manière importante les conditions générales de vie de la classe ouvrière, mais constituant également le terrain parfaitement favorable pour faire éclore dans la pratique les indispensables unité et solidarité ouvrière les plus larges.

Car les attaques générales et redoublées de la classe dominante ne laisseront aucune fraction de la classe ouvrière à l'abri : qu'elle soit immigrée ou non, au chômage ou active, dépendant du secteur privé ou du secteur public. Seule une riposte massive du prolétariat en Europe, le plus concentré et expérimenté du monde, est à même de freiner le bras toujours plus acharné de la bourgeoisie. C'est ce que la classe ouvrière a commencé à faire un peu partout en Europe mais aussi à travers le monde, montrant par là sa combattivité et sa réelle capacité de riposte. Les ouvriers en Belgique ont ainsi montré ces derniers mois l'exemple à tous leurs frères de classe, tant par le niveau de riposte requis aujourd'hui par le niveau d'attaque que par le sens dans lequel il faut aller : celui de l'unité et de la solidarité active grandissante de l'ensemble des ouvriers (voir l'article "Leçons de la grève en Belgique" contenu dans ce numéro). C'est au prix de ce combat que le prolétariat traduira dans la pratique sa réelle perte d'illusions sur la pérénnité du système capitaliste en une véritable prise de conscience de la nécessité de mettre à bas un système économique et politique qui n'aura que toujours plus de misère et de répression à offrir.

(1) Voir Révolution Internationale n°145 et article

- REUNIONS PUBLIQUES —

sur le thème

Contre toutes les attaques, tous unis dans la lutte !

BORDEAUX:

Réunion publique le 13.09 à 17 h, au café Victor Hugo 52 rue Victor Hugo.

CLERMONT FERRAND:

Réunion publique le 12.09 à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal

LYON:

Réunion publique le 12.09 à 21h, à MAJO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République. Permanence le 16.09 à 18h, au café "La Brioche", 6, rue de la Barre, 2è métro Bellecour.

LILLE:

Diffusion à la braderie le 7.09

MARSEILLE :

Réunion publique le 19.09 à 20h, au 205 rue Ste

Permanence le 10.09 de 19h à 20h, à "l'Artistic Bar" 4, cours J-Thierry, 13001 Marseille.

Réunion publique le 20.09 à 17h au 14, rue du Château. (quartier Decré). Après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche au premier palier.

Permanence le 5.09 à 20h30, même adresse. Diffusion au marché de la Petite Hollande, le 6.09 de 10h30 à 11h30.

PARIS:

Réunion publique le 13.09 à 17h au 27, avenue de Choisy, 13è, métro : Porte-de-Choisy. Permanences tous les samedis sauf celui de la réunion publique, de 17 à 19h même adresse.

ROUEN:

Réunion publique le 20.09 à la Halle aux Toiles.

Réunion publique le 26.09 à 21h, rendez-vous devant l'entrée de la Cafétéria du géant Casino, au Pont des Demoiselles.

Permanences tous les vendredis, sauf celui de la réunion publique à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.

Vente de la presse les 2è et 4è dimanches du mois, de 11h à 12h30, au marché aux Légumes, place Jeanne d'Arc, et le 2è dimanche du mois de 11h à 12h30, au marché aux Puces, place St Sernin.

Réunion publique le 13.09 à 17h à la "Maison pour Tous" rue La Dauzillière, arrêt Dauzillière, JOUE-LES-TOURS.

Souscription permanente a la presse

L'ATDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS.

NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION. NOS LECTEURS QUI LE DESTRENT, POUR UNE SOUSCRIPTION MINIMUM DE 80 f RECEVRONT 10 NUMEROS DE RI. LA PRE-MIERE SOUSCRIPTION PORTE SUR LLS N° 6 ET 7 DE RI ANCIENNE SERIE ET SUR LES NUMEROS 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 ET 10 DE LA NOUVELLE SERIE.

SOUSCRIPTION PERMANENTE: C.M.: 220 f

Total général: 11865 f

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants quí désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le blackout entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 1088 VALENCIA, 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME BP 1134, BXL 1, 1000

BRUXELLES. BELGIQUE INTERNATIONALISM

PO BOX 20193 London Terrace Station, NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO . Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE

RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

 $\begin{array}{cccc} (10F \ + \ 3F \ de \ frais \ d'envoi) \\ \text{NATION OU CLASSE} & (idem) \end{array}$ PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE(idem)

PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem) ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)

SUR LA POLOGNE, recueil d'articles LA DECADENCE DU CAPITALISME

(10F + 6F de frais d'envoi) L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

(20F + 6F de frais d'envoi)

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

(30F + 12F de frais d'envoi)

ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros) FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION : 150F Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE: 4ns) FRANCE: 65F ETRANGER: 65F PAR AVION: 80F Abonnement couplé (JOURNAL = REVUE) FRANCE: 150F ETRANGER: 150F PAR AVION: 150F

Abonnements et versements par chèque banquaire ou postal,à l'ordre de RI,CCP 202-3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G. Tautin 9, cité Beauharnais -75011-Directeur de la publication : D. Van Celst Numéro de commission paritaire : 54267 tirage moyen: 2000; vente moyenne: 500.

PRIVATISATION

UNE STRATEGIE POUR PREPARER LE TERRAIN A DES LICENCIEMENTS MASSIFS

Tous les ouvriers doivent en être convaincus : la loi sur les "privatisations" s'inscrit dans l'attaque massive que la bourgeoisie mène aujourd'hui contre eux et qui doit s'accélérer encore. (Cf. article dans ce N° sur la crise économique). Or, la bourgeoisie sait qu'elle n'affronte pas un prolétariat amorphe. Tous ses discours sur la passivité des ouvriers n'ont pour but que d'essayer de faire croire aux secteurs les plus combatifs qu'ils sont complètement isolés, et que s'ils entraient en lutte, ils ne seraient pas suivis. Les luttes en Belgique de ce printemps ont démontré le contraire : grande combativité et recherche d'unification des ouvriers des différents secteurs en lutte, y compris des chômeurs. C'est là la tendance que manifestent les dernières luttes. Alors, la bourgeoisie prépare le terrain pour essayer de parvenir à ses fins. Elle développe une stratégie, les "privatisations" dont le but est de pouvoir licencier plus facilement et massivement en favorisant par avance la dispersion des ripostes ouvrières aux licenciements, en essayant d'empêcher l'unification des luttes.

Cette stratégie n'est pas spécifique à la France. On la retrouve dans la plupart des pays industrialisés: aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada, aux Pays-Bas... Dans ce dernier pays, par exemple, un plan est prévu par le gouvernement, pour 1987, qui concerne le secteur public. Ce plan prévoit l'élimination de 40.000 ouvriers sur un effectif de 170.000, dont 20.000 grâce à la privatisation! Nous ne devons pas nous laisser prendre à ces pièges. Nous devons les identifier afin de mieux les déjouer et affronter tous ceux qui en sont les ar-

un peu plus de 1 million 900 000 salariés en 1985 et devrait revenir à un peu plus d'un million..." (Bref Social N°9771 du 18.7.86). La différence devrait rejoindre le privé ! Si l'on fait le rapprochement avec les dernières déclarations de Séguin, ministre des affaires sociales, parlant du plan pour le soidisant emploi des jeunes, il n'est pas besoin de faire de grands commentaires pour voir l'ampleur de l'attaque préparée "Ne rien faire, si on arrive à l'équilibre, par ailleurs entre créations et suppressions d'emplois, cela signifierait, fin 1987, 800 000 demandeurs d'emplois supplémentaires". (Le Monde -8 août 86).

Et chacun y allant de son conseil pour organiser cette attaque, comme cet ancien conseiller technique au cabinet du ministère de l'industrie : "... il faut privatiser la Régie nationale des usines Renault en faisant précéder l'opération par un dépôt de bilan..." et encore "...l'Etat sera entièrement exclu [...] Et surtout, préalablement, annoncer aux réticents que le cahier des démissions est ouvert." Nous sommes avertis. (Le Monde -4.7.86).

RETOUR EN ARRIERE ?

■ Tout d'abord, disons le tout net : ce ne sont pas les privatisations en elles-mêmes qui seraient un retour en arrière. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que les nationalisations représentent une garantie, des acquis, c'est à dire une sécurité de l'emploi ainsi que des salaires et des conditions de vie meilleure. Or il n'en est rien. Dans les entreprises nationalisées l'exploitation a toujours été la même que dans celles du secteur dit privé.

Au lendemain de la 2ème guerre mondiale on assiste à toute une vague de nationalisations dans une atmosphère d'accord entre "communistes" du PCF, "socialistes" de la SFIO et gaullistes... Le 16 juin 1945 : nationalisation de usines Renault ; juin 1945 : nationalisation des transports aériens ; avril, mai 1946 : nationalisation du gaz, de l'électricité, des assurances, des charbonnages (déjà commencée en 1944).

Est-ce que cela a représenté l'acquis d'avantages magnifiques pour les ouvriers de ces secteurs ? Non ! Rappellons-nous la grande grève à Renault en 1947, dans laquelle les ouvriers se battaient pour leurs salaires et leurs conditions de vie. Dans certains secteurs clés, comme à la SNCF par exemple, il est vrai que les ouvriers étaient "gratifiés" de certaines primes, comme "la prime de travail". Ces miettes avaient pour but d'encourager les ouvriers à davantage de productivité. Dans un contexte de reconstruction où il y avait des marchés à prendre, elle voulait faire avaler une intensification de l'exploitation.

Aujourd'hui, l'exploitation demeure, mais de plus, la bourgeoisie voudrait supprimer ce style de primes, sous prétexte qu'elles seraient des privilèges!

Un autre aspect : est-ce-que les ouvriers de ces secteurs auraient été épargnés par les licenciements massifs ? Non ! Dans le contexte de la crise sans issue que connait à nouveau le capitalisme, ni les nationalisations supplémentaires faites depuis 81, ni les plus anciennes, ne se sont avérées être une garantie. Les suppressions d'emploi et les licenciements sont tombés dans ces secteurs aussi : à la SNCF, dans la sidérurgie (Usinor, Sacilor), dans les mines, à Renault, etc... Non ! Les nationalisations ne représentent, par elles-mêmes, aucune garantie, aucun acquis. Quand la gauche nous parle "d'acquis", comme le faisait Mauroy dans la dernière campagne électorale (voir R.I. N°143 -avril 86), il s'agit de mensonges ! Mensonges que les ouvriers voient de plus en plus clairement. Le PCF et les trotskystes eux, tout en continuant à défendre les nationalisations se font plus discrets sur les "acquis". Se laisseraient-ils toucher par les intérêts du prolétariat ? Non bien sûr ! Il s'agit pour eux de coller à l'évolution des ouvriers, de s'adapter afin de ne pas perdre si possible leur écoute mais dans un seul but : tenter de ne pas en perdre le contrôle ! Ce travail de sape, sous cette apparence de radicalité, est plus facile pour le PCF qui a pu quitter le gouvernement avant le PS et peut ainsi tenter de nous faire oublier qu'il a lui aussi voté tous les licenciements, notamment en mars 1984, dans bien des secteurs nationalisés (sidérurgie, charbonnages entre autres)!

Il est donc clair que ce ne sont pas les nationalisations en elles-mêmes que nous devons défendre mais nos conditions de vie et pour cela nous unir dans la lutte!

ALORS, QUEL EST LE BUT DES PRIVATISATIONS ?

Il s'agit de préparer les licenciements massifs à venir. Elles préparent les moyens pour pouvoir plus facilement licencier massivement en favorisant la dispersion des luttes qui ne manqueront pas d'exploser en réaction. Dans les pays industrialisés chaque Etat cherche à rendre son économie nationale la plus concurrentielle possible, cela veut dire alléger le poids énorme du déficit des entreprises, éliminer les secteurs non rentables et les canards boiteux, licencier massivement et, pour les ouvriers qui auront encore un travail, augmenter leur productivité, notamment en leur faisant accepter toutes les "souplesses" d'adaptation aux besoins des entreprises, les rendant corvéables à merci.

Tout cela, la gauche l'a en grande partie commencé, notamment à travers des licenciements massifs, des blocages de salaires et la loi sur la "flexibilité" du travail. Mais il faut aller encore plus loin. C'est dans les secteurs clés de l'économie, là où les ouvriers sont les plus concentrés, secteurs qui la plupart du temps sont nationalisés, que la bourgeoisie doit licencier pour préserver ses intérêts. Le secteur nationalisé en France notamment, représente quelque chose d'important dans lequel, c'est l'Etat qui est directement le patron; s'il le restait, c'est lui qui alors apparaitrait comme le premier licencieur du pays, comme l'ennemi $N^{\circ}1$! C'est l'Etat qui alors devrait affronter la réaction des ouvriers qui seraient plus facilement portés à s'unir contre lui, puisque c'est directement lui qui attaque. Cela est trop dangereux pour lui. En effet, l'Etat et l'ensemble de la bourgeoisie ne redoutent rien tant que l'unification des luttes, car c'est dans ce processus que la classe ouvrière développe sa force véritable et sa conscience des enjeux. De plus, aujourd'hui, c'est dans le contexte

de la 3ème vague de luttes (depuis 68) que l'Etat

attaquerait, face à des ouvriers combatifs et de

plus en plus déterminés tant le mécontentement est

profond; des ouvriers, en outre, qui recherchent de plus en plus consciemment -les derniers mouvements

du printemps en Belgique l'ont montré- les moyens

d'unir leurs luttes. Alors l'Etat organise la priva-

tisation : le secteur "public" en France "comptait

PREPARER LE TERRAIN DE LA DISPERSION

Oui, les privatisations sont une stratégie pour tenter de maintenir dispersés les mouvements de luttes qui ne manqueront pas d'exploser en réaction à ces licenciements massifs prévus, dans des concentrations ouvrières importantes. Comment cela :

- la privatisation des entreprises permet à l'Etat, officiellement, de ne plus être le patron. Ce n'est plus lui directement, alors, qui licencie en masse et contre lequel se dresseraient et s'uniraient les ouvriers mais un nombre beaucoup plus important de patrons privés. En 80, lorsque les ouvriers s'insurgeaient en Pologne, ils s'insurgeaient directement contre leur seul patron : l'Etat. Les privatisations cherchent à éviter cela, ceci est un premier élément de dispersion;

- cela rend plus facile aussi le travail constant de la bourgeoisie, à travers ses syndicats, qui consiste à faire passer les licenciements massifs, chaque fois, pour un problème spécifique à Usinor, ou à Sacilor, ou à la Normed, ou à Renault, ou aux mines... segmentant ainsi la riposte, masquant que c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est attaquée et, à partir de là, essayant d'enfermer les ouvriers dans leur secteur, leur usine. C'est ce que fait la CGT à Renault aujourd'hui, en accusant non pas l'attaque massive contre tous les ouvriers, montrant la nécessité de s'unir, mais en en faisant une affaire d'un plan Besse qui serait mauvais. Elle peut le faire à Renault plus facilement tant qu'il n'y a qu'un ou deux secteurs d'Etat attaqués mais s'il y en avait plusieurs à la fois, cela lui serait difficile. Voilà un deuxième élément de dispersion.

Il s'agit donc d'une véritable stratégie pour affronter les ouvriers dans laquelle toutes les fractions de la bourgeoisie sont de connivence : droite qui édicte la loi, gauche et extrême-gauche qui s'érigent contre les modalités tout en étant d'accord sur le fond, syndicats qui, sur le terrain, avec force radicalité, pourront plus facilement tenter de faire leur sale besogne de division et d'enfermement.

Oui ! Voilà ce que les privatisations préparent ! Elles n'ont pour but que d'affronter au mieux les réactions ouvrières, de tenter de les affaiblir. Mais les ouvriers ne doivent pas se laisser abuser, ils n'ont rien à gagner à se poser le faux choix d'être nationalisés ou privatisés ; ce que cherche la bourgeoisie à travers le battage sur cette fausse question, c'est faire quitter à la classe ouvrière le véritable terrain de la défense de ses intérêts, le terrain de la lutte unie et massive, par delà les secteurs, par delà les corporations, contre les licenciements et les mesures qui la touchent toute et partout.

A.B.

Revolution Internationale est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des lère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
 - •Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.
- A notre époque, les syndicats sont <u>partout</u> des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- ●Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.
 - Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".
- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

roletariat. NOTRE ACTIVITE

- •L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.
- •L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action revolutionnaire de la classe ouvrière.